



BOOK ÉCONOMIQUE

DU 10 AU 12 OCTOBRE

STOCKHOLM 2012

njut
OCH ARBETA

**13^e**
RENCONTRES
INTERNATIONALES


Union
des **Entreprises**
pour l'Île et Vilaine

APRÈS CORK, CADIX,
CARDIFF, PORTO, GÊNES,
PRAGUE, ISTANBUL,
BERLIN, BUDAPEST, TUNIS,
VARSOVIE ET MILAN...

REJOIGNEZ UNE DÉLÉGATION DE 140 CHEFS D'ENTREPRISE !



- Sourcer
- Trouver des cotraitants, des clients, des partenaires financiers, des partenaires techniques
- Créer une joint-venture
- Implanter une filiale
- Acheter une entreprise
- Benchmarker
- Développer ses réseaux
- Elargir les visions...

Prosphère, la Suède est un marché très accessible

Si la réputation du modèle suédois n'est plus à faire, le véritable potentiel du marché suédois est trop souvent sous-estimé :

- les 9,3 millions de consommateurs suédois sont dotés de l'un des plus hauts pouvoirs d'achat d'Europe, et leurs goûts évoluent très rapidement vers des produits de plus en plus sophistiqués ;

- les entreprises suédoises, souvent d'envergure mondiale, ont trouvé dans l'exportation leur principal moteur de croissance. Elles acceptent de bon gré la contrepartie d'une ouverture du marché suédois aux produits et équipements étrangers.

Une croissance annuelle parmi les plus fortes d'Europe

6è économie européenne, la Suède bénéficie de fondamentaux économiques solides : 1er pays à dégager un excédent commercial (6.2%), 6è PIB européen par habitant (40 K€ en 2011), croissance élevée de 3.9% et faible dette publique (36.3% du PIB).

La France est le 8è client et le 8è fournisseur de la Suède

Riche en ressources naturelles, la Suède s'est aussi forgée, grâce à ses capacités d'innovation, une tradition industrielle qui en fait un partenaire important notamment dans les domaines où elle excelle : industries mécaniques et automobiles, TIC, industrie pharmaceutique et biotechnologies, développement durable...

Des leaders mondiaux dans de nombreux secteurs

ABB, Abloy, Assa, Autoliv, Ericsson, Electrolux, H&M, Haldex, Ikea, Sandvik, Scania Trucks, Skf, Tele2, Tetra Pak, Volvo

Mercredi 10 octobre 2012

16:00 DÉPART DE RENNES ST JACQUES

par vol direct privé vers Stockholm

18:45 ARRIVÉE À STOCKHOLM - ARLANDA

Transfert et installation à l'hôtel NOBIS.

Judi 11 octobre 2012

09:00 CONFÉRENCE PLÉNIÈRE

- Ouverture des 13^e Rencontres Internationales STOCKHOLM 2012 par Joël Chéritel, Président de l'UE35
- Le modèle suédois, retour sur la crise, par Guillaume Chabert, Chef du Service économique Régional et Laurent Clavel, Conseiller Financier (Ambassade de France en Suède)
- Le contexte des affaires en Suède et connaître les bonnes pratiques, par Nicolas de Moucheron, directeur de UbiFrance Suède
- Table ronde avec de nombreux témoins d'entreprises locales animée par Hervé Le Jeune, Délégué général UE35
- Signature de la charte de coopération

12:30 Déjeuner brunch

14:00 Options à choisir à l'inscription

- Option 1 | Rencontres d'affaires one to one
- Option 2 | Visites des quartiers écologiques Hammarby Sjöstad & Norra Djurgårdsstaden, dirigées par l'architecte Yves Chartereau
- Option 3 | Visites activités Transport & Logistique
- Option 4 | Design Tour au coeur de Stockholm
- Option 5 | Tourisme "Tour de la Vieille Ville"
- Option 6 | Temps libre

19:30 Apéritif en la Résidence de l'Ambassadeur de France en Suède

21:00 DÎNER DE GALA

présidé par Monsieur Jean-Pierre Lacroix, Ambassadeur de France en Suède

Vendredi 12 octobre 2012

07:30 Départ pour VISITE D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES DE LA RÉGION DE STOCKHOLM

(circuit au choix à l'inscription)

- Circuit bleu | Nouvelles Technologies (TIC)
- Circuit blanc | Agro alimentaire
- Circuit vert | Logistique (visite type Rungis)
- Circuit jaune | Biens d'équipement

12:45 Déjeuner

14:00 Après-midi temps libre dans le centre de Stockholm

16:00 Transfert à l'aéroport

18:55 DÉPART DE STOCKHOLM - ARLANDA

par vol direct privé pour Rennes

21:50 ARRIVÉE À RENNES ST JACQUES

Programme non contractuel. Horaires à titre indicatif, confirmés à l'inscription.





BOOK ÉCONOMIQUE

DU 10 AU 12 OCTOBRE

STOCKHOLM 2012

**13^e**
**RENCONTRES
INTERNATIONALES**


**Union
des Entreprises**
pour l'Ille et Vilaine

BRETAGNE COMMERCE INTERNATIONAL



L'outil régional pour votre développement international

INFORMEZ-VOUS

sur les marchés
étrangers

DÉCOUVREZ

des opportunités d'affaires
hors de France

DÉMARREZ

une activité
dans un pays cible

CONSOLIDEZ

votre activité internationale

Avec le soutien de



Pour construire un nouveau modèle de développement

Le Département d'Ille-et-Vilaine fédère les acteurs économiques et les territoires

Objectif : innover pour la performance économique, sociale et environnementale



Ille & Vilaine
LE DÉPARTEMENT



DÉVELOPPER DURABLEMENT LA MOTIVATION DE VOS SALARIÉS

Valorisez l'image de votre entreprise et renforcez sa performance en leur donnant accès à des formules de prévoyance, de complémentaire santé ou d'épargne pour favoriser leur sécurité, leur bien-être et leur sérénité.

AG2R LA MONDIALE, 1^{er} Groupe d'assurance de protection sociale et patrimoniale en France, vous propose une gamme complète de solutions en Protection sociale qui vous réservent d'importants avantages fiscaux et sociaux :

- Prévoyance
- Santé
- Épargne salariale
- Épargne retraite
- Compte épargne temps
- Indemnités de Fin de Carrière

Pour plus d'informations sur nos solutions ou pour un diagnostic gratuit, contactez-nous :

Alain Pichard

Tél. : 02 22 06 66 53

email : alain.pichard@ag2rlamondiale.fr

www.entreprise.ag2rlamondiale.fr



**ACCOMPAGNER
VOTRE ENTRE-
PRISE ET VOS
SALARIÉS**

**DES SOLU-
TIONS SUR-
MESURE**



AG2R LA MONDIALE

SOMMAIRE

Introduction	9
Préambule	9
Un peu d'histoire	11
La Suède • une puissance économique incontournable	15
Les fondamentaux macros et micro-économiques	15
Situation économique et financière du pays	16
Tableaux de bord de l'économie suédoise	17
Critères de convergence et autres indicateurs économiques	17
La Suède sociale	18
Les syndicats	19
Le salarié et les conventions collectives	19
Un droit du travail exigeant et souple à la fois	21
Une politique de l'emploi active et exigeante, ainsi qu'une politique de la famille égalitaire	22
Une protection sociale généreuse financée par les recettes fiscales, généralisée, mais assortie de conditions	22
Les défis à relever	23
Le commerce extérieur de la Suède en 2011	24
Les échanges extérieurs de biens et services de la Suède de 2006 à 2011	27
Les dix premiers clients de la Suède en 2011	27
Les dix premiers fournisseurs de la Suède en 2011	28
Les échanges commerciaux bilatéraux franco-suédois	28
Les secteurs des opportunités	32
Approcher le marché suédois	35
Règlementation des échanges	35
La distribution de biens de consommation	35
Le tissu industriel	36
Vendre en Suède	36
Moyens de paiement	36
Les services d'un intermédiaire	37
La vente directe	38
Le E-commerce	38
Organiser son transport de marchandise	38
Bonnes pratiques des relations d'affaires	39
Investir en Suède	39
S'implanter par croissance organique	41
S'implanter par le biais d'une acquisition	43
Etablir un réseau de franchise	43
Contacts utiles	44



**REFUSEZ LES DIXTATS
ESSAYEZ VOTRE NOUVELLE
VOLVO V40**



**POUR RÉSERVER VOTRE ESSAI,
RENDEZ-VOUS CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE.**

DEFRANCE AUTOMOBILES

ROND POINT DE BRAY - B5 CESSON SÉVIGNÉ

02 99 22 75 80 - www.volvo-tat.fr



Préambule

Prospère, la Suède est un marché très accessible. Si la réputation du modèle suédois n'est plus à faire, le véritable potentiel du marché suédois est trop souvent sous-estimé :

- les consommateurs suédois sont dotés de l'un des plus hauts pouvoirs d'achat d'Europe, et leurs goûts évoluent très rapidement vers des produits de plus en plus sophistiqués. Ils sont en effet qualifiés de « early adopters », ce qui fait de la Suède un marché test pour le lancement de nouveaux produits.
- les entreprises suédoises, souvent d'envergure mondiale, ont trouvé dans l'exportation leur principal moteur de croissance. Elles acceptent de bon gré la contrepartie d'une ouverture du marché suédois aux produits et équipements étrangers.

Les inventions suédoises (voir quelques exemples ci-dessous) seront, avec d'autres, à la base des industries mécaniques, chimiques, pharmaceutiques et électrotechniques. La Suède exporte beaucoup, notamment grâce à ses industries sidérurgiques et papetières. La Suède est devenue en très peu de temps une véritable économie de marché dont la politique redistributive a permis la mise en place d'un régime universel de protection sociale, financé par une forte fiscalité. C'est cette politique, à mi-chemin entre capitalisme et socialisme, que d'aucuns ont qualifié de « troisième voie » ou de « voie moyenne », et dont l'un des théoriciens est le Suédois Gunnar Myrdal, prix Nobel d'économie en 1974. Riche en ressources naturelles, la Suède s'est aussi forgée, grâce à ses capacités d'innovation, une tradition industrielle qui en fait un partenaire important notamment dans les domaines où elle excelle : industries mécaniques et automobile, TIC, industrie pharmaceutique et biotechnologies, développement durable... Le pays figure dans le haut de tous les classements en matière de TIC en matière de pénétration de l'Internet, de l'usage du commerce électronique, des dépenses de TIC par habitant, des infrastructures 3G et haut-débit... La Suède comprend des centres industriels et de R&D de renommée mondiale en matière de TIC avec par exemple Kista Science City (siège d'Ericsson, numéro 1 mondial des infrastructures et systèmes mobiles avec 40% de part de marché)

On trouve également en Suède quelques-uns des très grands noms de la grande distribution spécialisée tels que H&M et Ikea.

Côté production d'énergie, la Suède compte 10 réacteurs nucléaires. La production moyenne d'électricité nucléaire est de 50 TWh/an. La production moyenne hydroélectrique et éolienne est d'environ 65TWh/an, avec une variation considérable d'année en année selon les précipitations.

Les inventions suédoises les plus connues

- Les hélices de navires par John Ericsson (XIXe siècle)
- Le thermomètre par Anders Celsius (1re moitié du XVIIIe siècle)
- Le séparateur écrémeur par Gustaf de Laval (1878)
- Le premier combiné téléphonique par Lars Magnus Ericsson (1885)
- La clef à molette par Johan Petter Johansson (1892)
- L'allumette de sécurité par Gustav Erik Pasch (1844)
- La dynamite par Alfred Nobel (1866)
- Le réchaud à pétrole Primus par Frans Wilhelm Lindqvist (fin des années 1880)
- Le roulement à bille par Sven Wingqvist (1907)
- Le système électrique triphasé par Jonas Wenström (fin du XIXe siècle)
- L'emballage alimentaire Tetra Pak (1944)

- Le transport de courant
- De nombreuses interventions médicales

Faits et chiffres¹

	Suède	France
Surface (km ²)	450 000	552 000
Population (millions)	9,5	62,8
Densité de population (habitants/ km ²)	21	114
Taux de fécondité	1,9	2,0
Taux de 65 ans et plus (%)	17	16
Taux de moins de 15 ans (%)	18	19
Age de retraite	65	62



Principales villes

- Stockholm 2 099 619 d'habitants
- Göteborg 521 587 d'habitants
- Malmö 303 873 d'habitants

Environ 85% des 9,5 millions d'habitants vivent dans le sud du pays, principalement à l'intérieur du triangle délimité par les agglomérations de Stockholm, Malmö et Göteborg.

La Suède est le cinquième pays d'Europe en termes de surface. La distance du nord au sud est d'environ 1 600 km. Cette distance correspond à la distance entre Malmö et Rome !

Régime politique : Monarchie constitutionnelle à régime parlementaire

Chef de l'État : Le roi Carl XVI Gustaf possède un rôle honorifique sans pouvoir politique

Chef du gouvernement : Fredrik Reinfeldt mène une alliance des partis de centre-droit

Monnaie : couronne (SEK)

Membre de l'Union Européenne depuis 1995 et appartient à l'Espace Schengen

Résultat du référendum consultatif en 2003 sur l'adoption de l'euro : 56,1% ont voté non

Pays partenaire de l'OTAN

L'Assemblée législative suédoise, le Riksdag, monocamérale depuis 1971, compte 349 députés élus tous les quatre ans au suffrage universel. Depuis les élections de 2006, le Riksdag compte 47,3 % de femmes parmi ses membres, une proportion parmi les plus fortes au monde. Il nomme le Premier ministre, auquel il appartient ensuite de former son gouvernement. Il existe 12 ministres chargés de l'élaboration des projets de loi à soumettre au Riksdag.

¹ Source: Office national des statistiques "SCB"

Un peu d'histoire²

Chronologie

1523-60	Règne du roi Gustave Vasa, qui établit la monarchie héréditaire et fait triompher la Réforme.
1611-32	Règne de Gustave II Adolphe. La Suède atteint son apogée.
1650	Mort de René Descartes à Stockholm
1654	Abdication de la reine Christine, qui se convertira au catholicisme.
1700	Charles XII remporte une éclatante victoire à Narva sur l'armée russe. Il est cependant vaincu par Pierre le Grand, neuf ans plus tard, à Poltava (Ukraine) et perd la plus grande partie des provinces d'outre-Baltique.
1809	Perte de la Finlande au profit de la Russie.
1810	Jean-Baptiste Bernadotte est élu héritier du trône suédois. Il sera intronisé en 1818. En 1814, il conquiert la Norvège. Depuis cette date la Suède n'a plus participé à aucun conflit armé.
1834	Le roi Charles XIV Jean (Bernadotte) envoie aux gouvernements britannique et russe un mémorandum soulignant que la Suède entend rester à l'écart de tout conflit éventuel entre eux - première manifestation de la neutralité suédoise.
1905	Dissolution de l'Union suédois-norvégienne
1932-76	Période où le parti social-démocrate reste au pouvoir de manière quasi ininterrompue.
1982	Après six années d'un gouvernement de coalition entre les partis non-socialistes, le parti social-démocrate reprend le pouvoir.
1986	Assassinat du premier ministre Olof Palme, le 28 Février.
1991	Gouvernement de coalition de centre droit conduit par M. Carl Bildt
1994	Retour au pouvoir des sociaux-démocrates (gouvernement Carlsson)
1995	La Suède adhère à l'Union européenne, le 1 ^{er} Janvier.
1996	Démission de M. Ingvar Carlsson. Gouvernement Göran Persson (22 Mars)
1998	Reconduction du gouvernement Persson après les élections législatives du 20 Septembre.

² Source: l'Institut Suédois

2002	15 septembre, élections législatives. Victoire des sociaux-démocrates avec 40% des voix. Reconstitution du gouvernement de Göran Persson
2003	11 septembre, assassinat de la ministre des Affaires étrangères, Anna Lindh. 14 septembre, référendum consultatif sur l'adoption de l'euro. Victoire du non par 56,1%
2006 -	17 septembre, élection d'une majorité de centre droit (Gouvernement Fredrik Reinfeldt)

Les bases de l'Etat national suédois ont été fondées en 1573, sous le règne de Gustav Vasa. Depuis la dissolution de l'Union de Kalmar (unifiant le Danemark, la Suède et la Norvège) en 1560, la politique étrangère suédoise vise à s'assurer la maîtrise de la mer Baltique, entraînant des guerres répétées avec le Danemark. Après le succès de son intervention dans la Guerre de trente ans aux côtés des protestants allemands (1630), le roi Gustave II Adolphe devient l'un des monarques les plus puissants d'Europe. La Suède vainc le Danemark dans les deux guerres de 1643–1645 et 1657–1658. Outre la Finlande, elle compte parmi ses possessions plusieurs provinces du nord de l'Allemagne et les pays Baltes actuels. Après la paix de Westphalie en 1648 et la paix de Roskilde avec le Danemark (1658), elle est une grande puissance du nord de l'Europe. Elle fonde même une éphémère colonie en Amérique du Nord, dans ce qui est aujourd'hui le Delaware. Cependant, elle reste un pays essentiellement agricole et n'a pas les ressources nécessaires pour maintenir durablement son statut de grande puissance.

Le XVIII^e siècle est marqué en Suède par un rapide épanouissement de la culture, favorisé par d'étroites relations avec la France. Le commerce extérieur a gravement souffert des guerres napoléoniennes, avec pour conséquence une stagnation généralisée et une crise économique au début du XIX^e siècle. Vers la fin du siècle, 90 pour cent de la population vit encore de l'agriculture. Il en résulte entre autres une vague d'émigration, principalement vers l'Amérique du Nord. Entre le milieu du XIX^e siècle et 1930, l'exode touche environ 1,5 millions de Suédois – sur une population de 3,5 millions d'habitants en 1850 et un peu plus de 6 millions en 1930. L'industrie, qui ne commence à se développer que dans les années 1890, connaît ensuite un grand essor de 1900 à 1930, et après la Seconde Guerre mondiale, la Suède devient l'un des pays les plus industrialisés d'Europe.

L'après-guerre

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les quatre partis « démocratiques » suédois forment un gouvernement de coalition. Après la guerre, un gouvernement purement social-démocrate reprend les rênes sous la direction de Per Albin Hansson. Sous la conduite des sociaux-démocrates, mais en étroite coopération avec les autres partis démocratiques, est réalisée dans les années 1940 et 1950 une série de réformes jetant les bases de l'État-providence suédois. Ayant été un pays parmi les plus pauvres au début du 19^{ème} siècle, la Suède connaît un extraordinaire rattrapage économique entre 1850-1970. L'expansion économique de la Suède a culminé en 1970, alors que le pays est le quatrième plus riche au monde. Il bénéficiait alors d'une solide protection des droits de propriété, d'une réglementation peu contraignante et de faibles impôts (similaires à ceux des États-Unis). Au début des années 1950, les dépenses du gouvernement en pourcentage du PIB étaient très basses, à environ 20%, mêmes inférieures au niveau observé aux États-Unis.

1975-2003 : Le modèle suédois en crise

L'expansion de l'Etat providence commence à se renverser dans les années 1970. De nombreux secteurs tels que l'industrie textile et les chantiers navals rencontrent des difficultés et obtiennent des subventions d'Etat pour survivre. Pendant cette période, la réglementation du marché du travail augmente et le poids des syndicats se renforce. Les nombreux licenciements dans l'industrie occasionnent de grandes dépenses, et l'absentéisme devient un grave problème en Suède étant donnée la réglementation généreuse envers les employés. Les impôts augmentent de manière significative. La compétitivité des entreprises suédoises se détériore, nuisant aux exportations. Les dépenses du gouvernement atteignent alors 60 % du PIB.

En 1990, la Suède a chuté au neuvième rang de l'OCDE et en 1997, au quinzième rang pour ce qui est du PIB par habitant. En 1993, le déficit budgétaire du gouvernement est de 13% du PIB et la dette de 71% du PIB. Le taux de chômage s'est aussi mis à augmenter pour atteindre des niveaux dangereusement élevés. Les entreprises privées n'ont créé aucun emploi entre 1970 et 1990, alors que la fonction publique est la source de toute la création d'emploi nette. Selon l'Association des industries mécaniques, *Teknikföretagen* (à l'époque « *Verkstadsföretagen* »), une seule des 50 plus grandes entreprises suédoises a été créée après 1970 (les Ericsson, Volvo, Ikea et Electrolux ont toutes été créées avant 1950).

L'inflation a fait grandement diminuer la compétitivité des entreprises exportatrices, puisque la Suède opère alors selon un régime de taux de change fixe. La devise devient donc surévaluée puisque l'inflation élevée aurait dû faire baisser la valeur de la devise. Cette situation ne passe pas inaperçue aux yeux des spéculateurs internationaux, qui se mettent à parier contre la couronne suédoise. Pour protéger la valeur de la devise, la Riksbanken a augmenté fortement son taux directeur pour inciter les investisseurs à acheter des titres suédois et empruntant des devises étrangères sur les marchés pour ensuite les utiliser pour acheter des couronnes. Les taux d'intérêt élevés, la baisse des exportations et le dégonflement de la bulle inflationniste font plonger l'économie en récession. En septembre 1992, le gouvernement met en place une garantie assurant la solvabilité du système bancaire. En novembre 1992, la Suède est contrainte d'abandonner son système de taux de change fixe et la couronne s'est dépréciée de 26%.

Le retour à une économie forte

Devant cette détérioration de sa performance économique, des réformes ont été entreprises dans les années 1990. Le gouvernement se met à privatiser des entreprises d'Etat, à libéraliser les marchés du crédit et des capitaux et à abaisser les impôts. Entre 1990 et 1991, le taux d'imposition des entreprises est passé de 53% à 30%. Le taux d'imposition des particuliers a aussi été baissé.

Des réformes des systèmes scolaires et de santé sont mises en place, faisant plus de place à l'entreprise privée ainsi qu'à la concurrence. L'intervention gouvernementale dans l'économie régresse. Les dépenses en services sociaux sont aussi réduites. Le nombre de fonctionnaires baisse de 38%. Les entreprises d'électricité, de télécommunications, l'importation d'alcool et de transports en commun de même que la poste sont confiées au secteur privé.

De plus, les gens ont désormais la possibilité de confier la gestion d'une partie de leur retraite ou l'assurance-chômage aux prestataires privés. Du côté de la fonction publique, la rémunération des employés de l'Etat s'effectue selon la performance et non plus uniquement selon le principe

d'ancienneté. Le déficit est ainsi éliminé et le ratio dette/PIB réduit de moitié. Ce renversement de tendance a permis de stopper la chute de la Suède, et a permis d'afficher au cours de la dernière décennie la meilleure croissance économique des pays européens. Confortés sur la validité de son modèle, la détérioration des performances économiques de la Suède en 2008 et début 2009, en raison de la crise économique internationale à laquelle elle n'échappe pas, ne remet pas en cause cette conviction. D'ailleurs, au cours de cette période, le gouvernement réduit les impôts et refuse de sauver le constructeur automobile Saab de la faillite, démontrant sa nouvelle attitude plus libérale.

Premier pays européen à avoir opéré une réforme des retraites : la Suède a abandonné un régime traditionnel de retraite à prestations déterminées liées aux revenus d'une partie de la période d'activité, auxquels s'appliquait un taux forfaitaire de remplacement, pour adopter un nouveau système se basant sur deux types de régimes à cotisations définies. C'est un système mixte basé sur un régime par répartition qui recueille 86% des cotisations et sur un régime par capitalisation qui recueille 14% des cotisations. Le système de capitalisation est géré par une agence gouvernementale, la Premiepensionsmyndigheten, (PPM) qui sert d'intermédiaire entre le cotisant et la société gestionnaire du compte de capitalisation, agréé par PPM. La réforme du régime public de retraite votée définitivement en 1998 est plus individuelle et plus flexible, mais aussi financièrement plus pérenne, au minimum jusque 2025. La retraite est principalement calculée à partir des revenus perçus pendant la totalité de la vie active et non plus uniquement sur la base des quinze meilleures années de cotisation. Il est jugé comme étant politiquement et financièrement plus solide que l'ancien régime grâce au transfert du risque de l'État vers le citoyen. Ainsi il devrait permettre de mieux faire face aux changements des structures démographiques et aux aléas conjoncturels.

Une pension de base est prévue pour ceux qui n'ont pas travaillé ou ont perçu des revenus modestes pendant leur vie active. Elle est calculée selon un barème et plafonné à environ 80 000 SEK (8 700 EUR) par an, après impôts, pour une personne seule.

Un système unique : 16 mois de congé parental rémunéré, dont deux exclusivement réservés au père : le congé parental seulement pour les pères a été introduit en Suède en 1974, en complément du congé maternité. Le parent en congé est considéré comme actif et son contrat de travail reste en vigueur pendant toute la durée du congé.

Politique étrangère

La Suède n'a plus pris part à aucun conflit armé depuis 1814. Depuis la Première Guerre mondiale, elle mène une politique de non-alliance en temps de paix et de neutralité en cas de guerre, fondant sa sécurité sur une défense nationale forte. Elle n'en a pas moins adhéré à la Société des Nations en 1920 et aux Nations Unies en 1946.

Devenue membre de l'ONU en 1946, la Suède a joué un rôle important dans des actions internationales de maintien de la paix. Elle participe très résolument à l'aide publique au développement à laquelle elle consacre 1% de son PIB. La promotion des droits de l'homme, le désarmement international et la protection de l'environnement sont les pierres angulaires de sa politique étrangère.

Bien que n'étant pas un pays membre de l'OTAN, elle en est néanmoins pays partenaire, associé au Partenariat pour la Paix depuis le 9 mai 1994, à la KFOR (Kosovo Force) depuis juin 1999 et à la FIAS (Force internationale d'assistance pour la sécurité), en Afghanistan, depuis août 2003.

La constitution politique

La crise économique des années 1970 a mis un terme à la longue hégémonie social-démocrate et depuis les élections législatives de 1976, le pouvoir a changé plus souvent de mains. Depuis 2006, la Suède est gouvernée par une alliance centre-droit, avec une forte majorité du Parti du rassemblement modéré, « *Moderaterna* » (conservateur-libéral).

La constitution actuelle a été adoptée en 1974. Tout d'abord, elle pose en principe que tous les pouvoirs émanent du peuple, qui désigne le Riksdag par des élections libres.

Le roi reste le chef de l'État, mais son rôle est essentiellement honorifique. En 1980, une modification de l'ordre de succession au trône donne aux héritiers des deux sexes les mêmes droits à la couronne. Ainsi, la princesse Victoria est devenue l'héritière du trône au lieu de son frère cadet, Carl Philip.



La Suède • une puissance économique incontournable

Les fondamentaux macros et micro-économiques

Quelques grands repères

Taux normal de la TVA	25%
Taux de l'impôt sur les sociétés	26,3%
Taux moyen de l'impôt sur le revenu local	31,52%
Taux maximal de l'impôt sur le revenu d'État	25%
Prélèvement obligatoire	45,8%
Salaire médian	24 900kr/mois
Salaire Moyen	27 300
Taux moyen des prélèvements sociaux	31,42%

Situation économique et financière du pays³

Le recul du PIB au 4^{ème} trimestre (-1,1 %) 2011 conduit à revoir légèrement à la baisse la croissance en 2011 et 2012 mais ne remet pas en cause le diagnostic d'une économie suédoise solide qui devrait éviter la récession en 2012 grâce à un rebond en fin d'année, notamment grâce à la baisse des taux d'intérêt. La Banque centrale et le gouvernement se renvoient la responsabilité du soutien à l'activité.

Autant la croissance du PIB observée en 2010 (+6,1 %⁴) était assez attendue puisqu'elle venait compenser la forte baisse de fin 2008 et début 2009 (-7,5 % entre le pic d'avant crise, au 4^{ème} trimestre 2007, et le creux du 1^{er} trimestre 2009), autant la poursuite de cette dynamique en 2011 (+3,9 %), à un rythme encore très supérieur à la croissance de long terme (+3,0 % en moyenne sur les 10 années avant la crise), est venu confirmer les excellents fondamentaux de l'économie suédoise.

La Suède devrait éviter la récession sur l'ensemble de l'année car :

- la baisse attendue des prix immobiliers devrait rester limitée (de -10 % à -15 %), sans entraîner une crise immobilière ;
- la consommation des ménages pourrait retrouver un peu de vigueur dès le 1^{er} trimestre 2012 (au vu de la reprise des ventes au détail) et davantage encore par la suite (cf. III) ;
- l'investissement des entreprises est resté assez bas en 2010 et 2011 et pourrait contribuer à la croissance.

La Banque centrale et le gouvernement se renvoient la responsabilité du soutien à l'activité.

Face au ralentissement conjoncturel et après avoir revu plusieurs fois à la baisse sa trajectoire indicative, la Banque centrale suédoise a abaissé son taux de 2,0 % à 1,5 % par deux baisses de 25 pbb les 19 décembre et 15 février. Elle estime désormais que ses marges de baisse du taux directeur sont limitées (selon la trajectoire indicative de la Banque Centrale, « *Riksbanken* », le taux directeur ne baisserait plus et remonterait à partir de mi-2013) et appelle à un soutien budgétaire de 50 Mds SEK sur 2013-2014 (soit 1,4 % du PIB sur deux ans). Le ministre des finances, Anders Borg, fait le calcul inverse, évoquant une baisse du taux directeur bien supérieure (1 % fin 2012) à ce qu'indique la trajectoire indicative de la *Riksbanken* et campant à ce stade sur ses positions de réduction de la dette publique (la Suède devrait être proche de l'équilibre budgétaire en 2012), allant jusqu'à évoquer des mesures complémentaires (de réduction de la dépense) si nécessaire. Le gouvernement arguant que l'absence de majorité parlementaire limite les possibilités de réformes, il est probable que la prévision d'Anders Borg se matérialise et qu'en absence de soutien budgétaire, la baisse des taux directeurs de la *Riksbanken* (anticipée de longue date et désormais extrêmement probable⁵) vienne à la rescousse des ménages. De plus, les banques devraient à *minima* répercuter, voire amplifier cette baisse, du fait de la pression gouvernementale très importante sur les marges d'intérêt sur les crédits hypothécaires. Le gouvernement pourrait tout de même mettre de l'eau dans son vin dans le budget pour 2013 présenté fin septembre 2012.

³ Source: Service Economique de l'Ambassade de France en Suède

⁴ Contre +5,6 % dans les précédentes estimations de SCB. Les révisions (à la hausse) concernent les exportations de biens (+0,3 point de croissance) et l'investissement des entreprises (+0,2 point de croissance).

⁵ Les deux nouveaux membres du Conseil de politique monétaire, Per Jansson et Kerstin af Jochnick, ont rallié le clan majoritaire (tandis que le clan des « académiques », Lars E. O. Svensson et Carolina Ekholm, continue de souhaiter un assouplissement de la politique monétaire plus important). De plus, leurs commentaires lors de la conférence de presse les placent à tout le moins dans le clan des prudents : « le risque d'un développement trop rapide de l'économie suédoise peut désormais être considérée comme très faible » a ainsi estimé Per Jansson.

Tableaux de bord de l'économie suédoise (12/03/2012)

Indicateurs économiques	2011 (en Mds €)	(variation en %)					
		2008	2009	2010	2011	2012	2013
		Prévisions					
PIB	387	-0,6	-5,0	6,1	3,9	0,6 / 0,7	2,1
Consommation privée	184	0,0	-0,3	3,7	2,1	0,6 / 1,0	1,7
Consommation publique,	103	1,0	2,2	1,9	1,8	0,1 / 0,8	0,7
dont :	27	0,0	2,2	4,2	1,7		
- Etat	75	1,4	2,1	1,0	1,8		
- Collectivités locales							
Formation brute de capital fixe	71	1,4	-15,5	7,7	5,8	1,8 / 2,5	4,2
Variation des stocks ⁶	5	-0,5	-1,6	2,1	0,7	-0,9 / -0,8	0,0
Exportations de biens et services	193	1,7	-13,8	11,7	6,8	0,0 / 0,5	4,8
Importations de biens et services	169	3,5	-14,3	12,7	6,1	-1,8 / -0,5	4,8

NB : données annuelles brutes (*id est* non corrigées des effets saisonniers et de calendrier)

Critères de convergence et autres indicateurs économiques

La Suède, non-membre de la zone euro, respecte néanmoins l'ensemble des critères de convergence sauf celui qui porte sur l'appartenance de la monnaie au mécanisme de change européen (MCE II).

Indicateurs économiques	(variation en %)						
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	
		Prévisions					
Critères de convergence de Maastricht							
Inflation (KPI, moyenne annuelle)	3,4	-0,3	1,2	3,0	1,1 / 1,4	1,9	
Inflation sous-jacente (KPIF, moyenne annuelle)	2,7	1,9	2,0	1,4	1,1 / 1,2	1,5 / 1,7	
Solde des finances publiques : - Comptabilité nat. (en % de PIB)	2,2	-0,9	-0,3	0,3	-0,4 / -0,2	-0,2	
- PDE	2,2	-0,7	0,0	0,6			
Dette brute consolidée (en % de PIB)	38,8	42,8	39,8	36,8	-	-	
Autres indicateurs							
Taux de chômage (BIT/Eurostat)	6,2	8,3	8,4	7,5	7,7 / 7,8	7,7	
Taux d'emploi des personnes de 16 à 64 ans	75,7	73,5	74,0	75,3	-	-	
Evolution des salaires horaires (<i>Medlingsinstitutet</i>)	4,3	3,4	2,6	2,7	3,3	2,9 / 3,1	
Evolution des revenus disponibles réels	2,7	1,6	1,4	2,4	-	-	
Balance des échanges commerciaux – biens (en % du PIB)	3,7	3,1	2,6	2,7	-	-	
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	9,5	6,8	6,3	7,2	7,6	7,7	
Taux directeur de la Banque centrale (en fin d'année) ⁷	2,00	0,25	1,25	1,75	1,50	2,00	
Taux de change de la couronne suédoise ⁸ en décembre :							
- par rapport à l'euro	10,83	10,43	9,08	9,05	-	-	
- par rapport au dollar américain	8,00	7,12	6,86	6,74	-	-	

Sources : Institut statistique national (SCB) et Banque centrale suédoise (*Riksbanken*)

⁶ Pour les variations de stocks, les colonnes « variations » représentent la contribution à la croissance du PIB en points de PIB.

⁷ Taux des prises en pension en fin d'année. La prévision correspond à la trajectoire officielle de la Banque centrale de Suède (*Riksbanken*).

⁸ Prévision de l'institut de conjoncture suédois, cohérente avec la prévision d'inflation.

La Suède sociale⁹

Quelques repères de l'Etat providence :

- ▶ Congés parentaux très long
- ▶ Subvention importante des crèches
- ▶ Allocations familiales
- ▶ "Salaire" étudiant (+ prêt garanti)
- ▶ Médecine de haut niveau (pour cas graves)
- ▶ Assistance (locale) sociale et 3^{ème} âge
- ▶ Et bien sûr : école et université gratuite

Le modèle suédois est l'aboutissement d'un long processus, depuis les luttes syndicales du début du 20ème siècle jusqu'à la politique actuelle en faveur de la famille et de l'égalité des chances, en passant par de nombreuses années de réformes sociales. Aujourd'hui, tous les partis politiques suédois s'accordent pour dire qu'il fonctionne. Ce modèle offre une souplesse d'action aux entreprises, tout en garantissant la sécurité et l'influence des salariés. Basé sur des règles du jeu claires et prévisibles, il a contribué à la compétitivité de l'économie suédoise. Il repose sur quatre piliers : des syndicats forts, un droit du travail flexible, une politique active en faveur du marché du travail et de la famille, et enfin une protection sociale généralisée.

Le modèle en question repose sur une bonne intelligence entre employeurs et salariés. Au lieu de brandir l'arme du conflit, les partenaires sociaux viennent à la table des négociations. Les représentants des salariés ont le droit de demander des négociations concernant toute question sur le lieu de travail.

La Suède se caractérise par un haut niveau de formation et de technicité, un climat de coopération largement répandu, une bonne égalité des sexes, un secteur public efficace avec un degré de transparence unique, d'excellentes infrastructures, une solide protection sociale et relativement peu de disparités sociales. Sa politique est imprégnée par une ouverture sur le monde et des accords de libre-échange.

L'indépendance des partenaires sociaux est la cheville angulaire du modèle suédois, et les conventions collectives en sont le principal instrument. Dans le cadre de conventions collectives centrales et locales, les employeurs et les fédérations syndicales négocient des conditions applicables sur le marché du travail suédois ainsi que dans l'entreprise. Les salariés sont également responsables de l'évolution de leur entreprise. L'État n'intervient pas directement, il peut définir des cadres sous forme de lois relatives au marché du travail, mais la responsabilité finale incombe aux partenaires sociaux.

Contrairement à ce qui se passe dans de nombreux pays, l'État ne légifère pas sur la base des conventions collectives, qui sont autonomes et relèvent du droit privé. Il n'existe pas de système public d'inspection du marché de travail pour surveiller le respect des conventions collectives, car c'est aux partenaires sociaux qu'il incombe de s'en assurer. Le système suédois des conventions

⁹ Source: TCO-Confédération des employés de bureaux, des cadres et de la fonction publique

collectives offre une grande souplesse, en limitant la bureaucratie et les « blocages » politiques souvent inhérents aux processus législatifs.

Les systèmes de protection sociale aident à affronter les périodes de reconversion et de changement et peuvent revêtir différentes formes : contrats de reconversion, assurance chômage, etc. Grâce à ces dispositifs, les salariés acceptent souvent les restructurations et contribuent à en définir les modalités en concertation avec leurs syndicats.

Toutes les activités doivent intégrer une perspective d'égalité hommes-femmes. C'est une question de justice, mais aussi un point essentiel pour l'évolution de la société. Selon une analyse effectuée par la confédération des employés de bureau « TCO », l'égalité des sexes favorise la natalité et, à terme, l'emploi progresse. La Suède fait partie des pays où l'évolution démographique semble relativement favorable, ce qui crée les conditions d'une croissance économique à long terme.

Néanmoins, le modèle suédois des conventions collectives a tendance à être affaibli. Si le nombre de salariés syndiqués diminue, les conventions collectives ne présenteront plus le même intérêt pour les employeurs. En outre, l'intervention de plus en plus forte de l'Union Européenne pour réglementer les conditions de travail au moyen de lois et de directives, tend à affaiblir le droit de librement négocier et conclure des conventions pour la Suède. La légitimité des syndicats repose sur des taux d'adhésion élevés. Environ 75 % des salariés – employés de bureau compris – sont membres d'un syndicat. De leur côté, les employeurs adhèrent à des organisations patronales. Ce système de partenariat social génère un climat de compréhension mutuelle où les partenaires sociaux négocient des solutions acceptables pour tous.

Les syndicats

Les différents syndicats suédois sont membres des confédérations LO (Confédération générale des ouvriers), TCO (Confédération des employés de bureau, des cadres et de la fonction publique) ou SACO (Confédération générale des diplômés de l'enseignement supérieur). À l'heure actuelle, TCO, SACO et LO totalisent 3,4 millions de membres. TCO et SACO ne sont liés à aucun parti politique, tandis que les syndicats de LO sont proches du parti social-démocrate. Des règles du jeu fixes et prévisibles sont bénéfiques tant pour les employeurs que pour les salariés. Le rôle des syndicats dans la protection des conventions collectives est considéré comme positif.

Le salarié et les conventions collectives

Près de 90 % des salariés sont couverts par les conventions collectives. Les salaires sont souvent négociés entre l'employeur et l'organisation syndicale locale. Outre les salaires, les conventions collectives garantissent au salarié une protection de base. Les syndicats œuvrent pour la sécurité des salariés en cas de maladie et de chômage, mais aussi pour les retraites et la protection de l'emploi, pour l'influence des salariés sur leur organisation et leur cadre de travail et leur emploi du temps, ainsi que pour leur **épanouissement professionnel** et le développement de leurs compétences.

En Suède, les conventions collectives peuvent se substituer à la quasi-totalité des lois régissant le droit du travail. Les syndicats et les employeurs peuvent ainsi s'adapter aux réglementations et aux conditions applicables dans les différents secteurs. Le droit du travail est donc empreint d'une

grande souplesse. **Quand une convention collective a été signée dans une entreprise, elle couvre l'intégralité des salariés, qu'ils soient syndiqués ou non. Tous les salariés bénéficient des améliorations négociées par les syndicats.**

La loi de participation des salariés aux décisions, entrée en vigueur en janvier 1977, a permis aux salariés de mieux contrôler et influencer les activités de l'entreprise par le biais de négociations avec l'employeur. L'organisation syndicale a le droit de formuler des exigences, **mais la décision revient à l'employeur.**

Les conventions peuvent être conclues au niveau local ou central. Il existe un modèle de résolution des litiges pour les questions réglées par la convention. Si l'une des parties enfreint la convention, l'autre partie peut imposer des négociations locales ou centrales pour tenter de résoudre le litige. En dernier lieu, il est possible de s'adresser à la Cour du travail, constituée de représentants des employeurs et des salariés.

Lors des négociations salariales, les syndicats ont accepté de demander des niveaux de rémunération compatibles avec les objectifs d'inflation. Ils acceptent également que les entreprises dégagent des bénéfices importants, mais que ceux-ci soient affectés à des investissements et au développement de l'entreprise. Une menace plane sur les salaires si les exigences croissantes des entreprises en termes de rentabilité ne mènent qu'à un rendement plus élevé pour les actionnaires et non à des investissements en vue de la production future.

Les salariés jouent un rôle actif dans la restructuration et le développement d'une entreprise. Souvent, avec leurs organisations syndicales, ils participent activement au processus de restructuration, lors duquel le système de protection sociale permet d'épauler l'individu qui doit chercher un nouveau travail.

Les contrats de reconversion dans le cadre des conventions collectives permettent aussi aux employeurs et aux salariés de procéder à des restructurations, à des rationalisations ou à des licenciements en cas de rentabilité insuffisante. Un « conseil de sécurité », qui est souvent une fondation bipartite, peut intervenir pour épauler le salarié qui perd son travail. L'entreprise alloue des fonds proportionnellement à la masse salariale. Les personnes licenciées bénéficient d'une compensation économique et d'une aide qualifiée pour trouver un nouveau travail. Le « conseil de sécurité » ou son équivalent existe dans tous les secteurs du marché du travail, sauf dans le secteur municipal.

En d'autres termes, les syndicats suédois ont investi une part de la marge salariale dans d'autres domaines que les hauts salaires, estimant que cela était important pour les salariés et avantageux pour la société. La Suède a toujours été ouverte au monde, œuvré pour le libre-échange et lutté contre le protectionnisme et les frontières fermées. Cette attitude a accéléré la nécessaire restructuration d'un pays agraire vers un pays industriel, puis vers un pays où le secteur tertiaire est de plus en plus dominant.

Des entreprises ferment et d'autres voient le jour, dans un cycle continu de restructurations. Près d'un demi-million de salariés ont changé de travail en Suède en 2009. C'est un chiffre élevé par rapport à d'autres pays.

Un droit du travail exigeant et souple à la fois

Dès 1906, des accords avaient déjà été conclus entre employeurs et salariés, autorisant les employeurs à « librement embaucher et licencier » les salariés, sous réserve que ces derniers puissent s'organiser en syndicats. Au fil des années, les accords ont été renégociés et de nouvelles lois votées pour limiter le droit des employeurs à licencier. Depuis 1964, les employeurs sont tenus de fournir un motif objectif de licenciement. En 1974, la loi sur la protection de l'emploi a été promulguée, après plusieurs années d'efforts au sein du mouvement des cols blancs. Cette loi a supprimé le libre droit des employeurs à licencier le personnel.

Elle s'applique à l'ensemble du marché du travail et repose sur deux grands principes. D'une part, un contrat de travail est normalement à durée indéterminée, d'autre part un licenciement ne peut avoir lieu que pour des motifs objectifs. En outre, il existe des règles concernant les délais de préavis, les ordres de priorité et le droit de réembauche.

L'employeur doit continuellement fournir des informations sur l'évolution des activités et sur les orientations de la politique du personnel, il est aussi tenu de négocier avec les représentants des salariés avant de prendre des décisions impliquant des changements importants au niveau des activités ou des conditions de travail et d'embauche.

L'organisation syndicale jouit du droit de négociation et peut également imposer des négociations dans d'autres domaines. Il est possible de modifier les dispositions de cette loi par des conventions collectives.

La loi sur le temps de travail fixe la durée de travail journalière, hebdomadaire ou annuelle, ainsi que les périodes de permanence, les pauses rémunérées ou non, et le repos nocturne. Certaines dispositions peuvent être remplacées par des conventions collectives. En revanche, elles ne doivent pas être inférieures aux règles définies par la Directive européenne sur le temps de travail. Les lois contre la discrimination dans le monde du travail permettent de lutter contre les discriminations fondées sur le sexe, l'origine ethnique, la religion, l'appartenance sexuelle ou les handicaps. L'âge est désormais défini comme motif de discrimination, conformément à une directive européenne. Il incombe aux employeurs de s'assurer que les conditions de travail soient acceptables. La loi sur les conditions de travail définit les devoirs de l'employeur et des autres instances responsables de la sécurité pour prévenir les accidents du travail et les maladies professionnelles. Il existe également des règles sur la coopération entre employeurs et salariés, notamment pour les activités des délégués à la sécurité.

La productivité relativement élevée de la main-d'œuvre suédoise s'explique par plusieurs facteurs. La capacité à constamment restructurer les dispositifs de production et le marché du travail, sans conflits sociaux, est largement reconnue. Elle tient au fait que les relations entre les partenaires sociaux sont basées sur des conventions collectives et que les règles du droit du travail sont dispositives et peuvent donc être adaptées en fonction des secteurs et des entreprises.

Une politique de l'emploi active et exigeante, ainsi qu'une politique de la famille égalitaire

Une bonne assurance chômage et une politique active du marché de l'emploi permettent à une personne perdant son travail d'en retrouver un rapidement. En cas de licenciement, les accords de reconversion offrent une aide financière et un accompagnement, ce qui atténue les craintes liées aux restructurations.

La politique en faveur de la famille est l'un des piliers de l'action pour l'égalité des sexes. Une des premières mesures initiée par les syndicats suédois a été l'imposition séparée des couples mariés. Le travail salarié est alors devenu plus rentable pour les femmes. Le développement de la prise en charge de tous les enfants à partir d'un an a été une autre question essentielle. Le mot d'ordre était de bons centres d'accueil préscolaires abordables. En 2011, un parent de la commune de Stockholm payait au maximum 1 260 SEK par mois (env. 130 euros) pour faire garder son enfant à temps complet (ce qui correspond au montant mensuel de l'allocation "enfant" versée aux parents. Tous les enfants ont droit à une place en centre d'accueil préscolaire (équivalent de la crèche) à partir de 1 an (avant un an, la prise en charge de l'enfant relève de la responsabilité des parents : il n'existe aucune structure d'accueil avant un an) et une loi plafonne les prix.

L'assurance parentale permet aux parents de rester chez eux pour s'occuper de leur enfant. Un des parents peut rester à la maison pendant 480 jours au total, en percevant une indemnité. 60 jours sont réservés au père si c'est la mère qui prend le reste du congé. Un parent a aussi le droit de s'absenter du travail pour garder son enfant malade et de percevoir une indemnité au titre de l'assurance parentale, jusqu'au 12^{ème} anniversaire de l'enfant. Les parents peuvent également diminuer leur temps de travail. Le niveau de l'allocation est proportionnel au salaire et s'élève à 80% du revenu brut pendant 390 jours. Pendant les 90 jours restant une indemnité fixe de 60 SEK (6,5 EUR) par jour est versée. L'allocation est imposable et donne droit aux congés et aux points retraite.

À l'heure actuelle, en Suède, 20 % des pères prennent l'intégralité du congé parental et 30 % un congé quand l'enfant est malade. Les syndicats œuvrent activement pour qu'un plus grand nombre d'entre eux prennent une plus grande partie du congé parental.

Une protection sociale généreuse financée par les recettes fiscales, généralisée, mais assortie de conditions

La protection sociale relève de la responsabilité de l'État, mais les syndicats ont joué un rôle dans son développement. Grâce aux conventions collectives, les syndicats ont pu améliorer conditions de retraite et de congé, mais aussi les indemnités versées au titre de l'assurance maladie. De fait, les assurances sociales ont été précédées par des accords conclus entre les partenaires sociaux. Le système de protection sociale couvre l'éducation, la santé, les soins, la prise en charge des enfants et des personnes âgées, ainsi que la sécurité sociale. Ce système de protection généralisée est financé grâce à une forte pression fiscale, qui est acceptée tant que la protection est générale et fonctionne bien. La clé de ce système réside dans le fait que les citoyens riches bénéficient également de la protection dont ils ont besoin et qu'il est basé sur des assurances sociales et non sur des allocations.

La redistribution des richesses a lieu entre les classes sociales, mais aussi entre les communes. Les communes riches reversent une partie de leurs recettes aux communes moins favorisées, qui ont des coûts importants à assumer. Cela permet d'atténuer les inégalités sociales. Tous les enfants ont droit à des soins et à des centres d'accueil préscolaires de même qualité, les jeunes doivent avoir les mêmes possibilités, aller dans des écoles de même niveau, les personnes âgées ou malades ont les mêmes droits de se faire soigner ou d'être prises en charge, indépendamment de leur classe sociale et de leur lieu de résidence en Suède.

En cas de maladie, le versement d'une indemnité est garanti par la loi, mais selon certaines conventions collectives négociées par les partenaires sociaux, il est possible de percevoir une indemnité plus élevée pendant un période de maladie pouvant aller jusqu'à un an. Le régime d'assurance générale verse 80 % du salaire, et l'employeur 10 %. La protection sociale garantie par les conventions collectives prévoit également des indemnités en cas d'accident du travail, d'invalidité ou de décès.

Depuis quelques années, la retraite garantie par la loi est constituée d'un régime de retraite général et d'une retraite par capitalisation, que l'on doit soit même gérer par le biais de fonds d'actions ou des fonds communs de placement. Le montant de la retraite est calculé sur la base des revenus cumulés au cours de la vie professionnelle, mais il est aussi indexé sur l'évolution des salaires en Suède. Plus l'économie suédoise est prospère, plus les retraites seront élevées. L'employeur prélève les cotisations pour la retraite complémentaire prévue par les conventions collectives. L'employeur verse ces cotisations et le montant de la retraite complémentaire est calculé en pourcentage du salaire final. Le salarié peut lui-même choisir comment gérer sa pension complémentaire.

L'âge de la retraite est de 65 ans, mais il est possible de faire valoir ses droits dès 61 ans ou de continuer à travailler jusqu'à 67 ans. Si l'on part à la retraite avant ou après l'âge de 65 ans, cela joue sur le montant de la pension.

Les défis à relever

Le gouvernement actuel a créé la « Commission du futur » pour identifier et analyser les défis futurs de la société suédoise ainsi que leur origine.

Cette « Commission du futur » est présidée par le Premier ministre et composée des chefs de partis du gouvernement ainsi que de neuf personnes aux perspectives diverses et issues de différentes parties de la société suédoise. Le gouvernement a identifié quatre grands sujets qui feront l'objet d'enquêtes, dont le résultat sera rendu public en 2013. Tous les citoyens sont invités à poster leurs opinions sur le site de la « Commission du Futur ». Ces quatre sujets sont les suivants :

- **La population vieillissante:** Dans 20 ans, une personne sur 4 aura plus de 65 ans, la plupart en bonne santé et avec une vie active. La part de la population qui travaille sera moins importante, mais devra nourrir une partie plus importante. L'enquête a pour objectif de présenter différents scénarios des phases de la vie pour chacun, basés sur le développement démographique et l'évolution dans la société d'un point de vue régional et global. Dans ce contexte, le premier ministre Fredrik Reinfeldt vient d'exprimer récemment son vœux de prolonger à 75 ans l'âge moyen de départ en retraite.

- **L'intégration et l'égalité** : la Suède est un beau pays pour beaucoup, mais pas pour tous. Comment lutter contre l'exclusion et comment renforcer la cohésion sociale en Suède ? Comment stimuler la participation dans la société et comment exploiter au mieux les compétences de chaque habitant de ce pays ? Cette enquête étudiera notamment la problématique de l'intégration plus rapide des immigrés sur le marché du travail, les difficultés qui demeurent pour un marché de travail plus égalitaire entre hommes et femmes et enfin les menaces actuelles et futures contre la société ouverte et démocratique.
- **Le développement durable** : comment réussir une croissance économique et l'innovation et en même temps passer à une économie verte ? Selon les objectifs actuels, la Suède sera un pays sans émission nette de gaz à effets de serre en 2050. L'objectif de l'étude sera de dresser différents scénarios pour faciliter la passation à une économie verte et le développement de méthodes pour mieux mesurer les effets des efforts engagés.
- **Une société juste et solidaire** : le niveau de vie en Suède compte parmi les plus élevés au monde, mais les écarts économiques entre différents groupes de la population augmentent ainsi que le mal-être des jeunes. Les styles de vie évoluent, avec de plus en plus d'actifs qui quittent les régions rurales au profit des grandes villes. Les valeurs fondamentales de la société suédoise reposent sur la confiance, la tolérance et la solidarité envers l'autre. L'enjeu pour l'avenir consiste à trouver des solutions pour maintenir ces valeurs dans une société de plus en plus complexe.

Le commerce extérieur de la Suède en 2011¹⁰

Après un « ciseau » en 2009-2010, les échanges commerciaux de la Suède, grand exportateur industriel dégageant un excédent commercial depuis le début des années 90, retrouvent une croissance habituelle. La balance commerciale des biens, qui se réduisait depuis 2005, est légèrement repartie à la hausse. L'excédent commercial des biens et services a atteint 6,2 % du PIB en 2011.

L'économie suédoise, très ouverte et à la fois bénéficiaire et tributaire de la conjoncture internationale grâce en particulier à la dimension internationale de ses grands groupes industriels et commerciaux (ABB, Astra Zeneca, Electrolux, Ericsson, Ikea, Saab, SCA, Scania, Securitas, Skanska, SKF, Tetra Laval, Volvo), intègre rapidement tout retournement.

La Suède est un grand exportateur industriel, tourné essentiellement vers la zone nordique, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les Etats-Unis.

Les exportations suédoises sont largement le fait d'un nombre restreint de grands groupes industriels qui se sont très tôt orientés vers l'export (en 2010, Ericsson représentait 7 % des exportations suédoises et les 10 premiers groupes suédois représentaient près d'un tiers des exportations suédoises de biens). Parmi ces secteurs, on note :

- le secteur des machines industrielles (15,7 % des exportations de biens en 2011) : ABB, Atlas Copco, Sandvik, Husqvarna, SKF etc. ;
- le secteur des équipements de télécommunications (13,7 % en 2011) : Ericsson ;
- le secteur minier et sidérurgique (12,0 % des exports) : SSAB (acier), LKAB (fer de Kiruna), Boliden (zinc et cuivre) ;

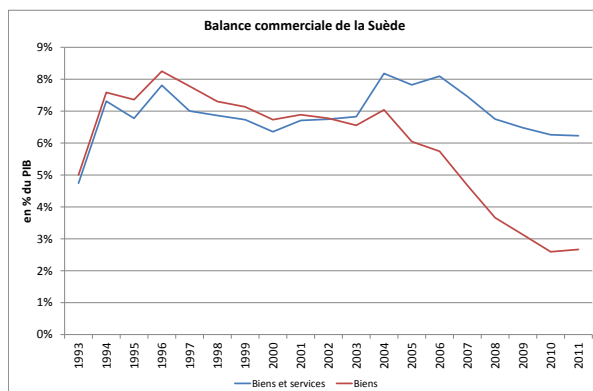
¹⁰ Service Economique de l'Ambassade de France, Bureau des statistiques "SCB"

- le secteur chimique et pharmaceutique (11,4 % des exports) : AstraZeneca, Pfizer (Pharmacie) ;
- le secteur automobile (10,9 % en 2011) : Volvo Cars, Volvo AB (avec Renault comme actionnaire), Scania, Saab Automobile, Autoliv, Trelleborg ;
- le secteur papetier (10,6 % des exports) : Svenska Cellulosa, Stora Enso, Holmen.

En 2011, les deux 1^{ers} clients de la Suède sont l'Allemagne et la Norvège (respectivement 9,9 % et 9,5 % des exportations), suivis par le Royaume-Uni (7,0 %), les Etats-Unis (6,3 % ; 1^{er} client de la Suède jusqu'en 2005), le Danemark et la Finlande (6,1 % chacun). L'Allemagne est également le 1^{er} fournisseur de la Suède depuis plus de 10 ans (18,3 % des importations de biens en 2011), loin devant la Norvège (8,4 %), le Danemark (8,2 %), les Pays-Bas (6,2 %) et le Royaume-Uni (5,9 %).

D'un point de vue régional, la Suède commerce principalement avec les pays européens (71,0 % des exportations et 84,7 % des importations). En Europe, les échanges se font surtout avec l'UE (56,0 % des exportations et 68,8 % des importations), mais également avec la Norvège et la Russie. L'Asie représente ensuite 12,8 % des exportations (dont 3,3 % vers la Chine) et 9,6 % des importations (dont 3,9 % depuis la Chine). Les échanges avec l'Amérique du Nord (7,2 % des exportations et 3,3 % des importations) concernent essentiellement les Etats-Unis. Enfin, le commerce avec l'Afrique, quasi nul il y a quelques années, poursuit sa progression et atteint 3,8 % des exportations et 0,6 % des importations (contre respectivement 2,8 % et 1,4 % avec l'Amérique latine).

Après la dévaluation en novembre 1992, l'excédent commercial suédois de biens avait fortement progressé, pour atteindre 7 % du PIB entre 1995 et 2004. Après la forte appréciation du taux de change effectif de la couronne suédoise entre 2002 et 2004 et du fait d'un mouvement de délocalisations très net, la balance commerciale des biens s'est réduite de 2005 à 2010 et a faiblement progressé en 2011, à 2,7 % du PIB. A l'inverse, les exportations de services ont soutenu l'excédent commercial des biens et services à un haut niveau, atteignant même 8 % du PIB de 2004 à 2006. Malgré une contraction depuis 2007, l'excédent reste encore de 6,2 % du PIB en 2011¹¹.



¹¹ La balance commerciale des biens et services était excédentaire de +6,2 % du PIB en 2011 (+2,4 % pour les biens et +3,8 % pour les services). L'excédent courant atteignait +7,2% du PIB (y compris solde des revenus pour +2,3 % du PIB, et transferts pour -1,3 % du PIB).

La Russie continue de gagner des parts de marché en valeur, la Norvège et les Pays-Bas en perdent.

Après un « ciseau » en 2009-2010 (forte contraction en 2009 avec l'effondrement de la demande mondiale et fort rebond en 2010 avec la reprise du commerce mondial), les échanges extérieurs suédois ont retrouvé une croissance habituelle : +7 % pour les exportations comme pour les importations de biens en valeur. Ce mouvement se retrouve à destination de l'UE27 (+5 %), avec une progression plus importante vers la Belgique (+18 %). Les exportations vers les autres pays européens ont également augmenté (+8 % après +10 %), notamment vers la Russie (+33 % après +49 %). Les exportations vers les Etats-Unis se sont légèrement contractées (-8%) après le bond de 2010 (+31 %). Les exportations vers la Chine ont continué leur progression jamais interrompue (+12%, après +14 % en 2010 et +21 % en 2009).

Les importations en provenance du Royaume-Uni (+12 %), d'Allemagne (+8 %), de Belgique, de Finlande et d'Italie (+7 %) ont progressé. La poursuite de la hausse des cours du pétrole en 2011 a augmenté les importations (en valeur) depuis la Russie (+25 %) qui gagne des parts de marché en valeur (+0,7 point, devenant le 6^{ème} fournisseur). En revanche, la Norvège et les Pays-Bas perdent des parts de marché en 2011 (respectivement -0,6 point et -0,3 point). L'Estonie devient le 14^{ème} fournisseur en gagnant 0,6 point de parts de marché, tandis que la Corée du Sud retrouve son niveau de 2009, autour de 0,7 % de pdm (23^{ème} fournisseur, contre 1,5 % de pdm en 2010).

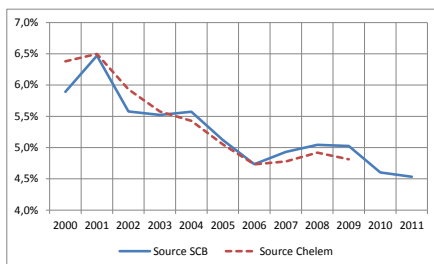
Analyse sectorielle : les exportations de véhicules et de matières premières sont reparties à la hausse alors que les exportations de médicaments ont un peu diminué.

Les exportations du secteur automobile (notamment de poids lourds) ont continué leur progression (+23 %) après leur rebond de 2010 (+31 %). Avec la hausse des cours, les exportations sont restées dynamiques pour le minerai de fer (+25 %), le fer et l'acier (+14 %), les autres métaux (+9 %) et le pétrole raffiné (+12 %). En revanche, les exportations de produits pharmaceutiques ont diminué (-13 %). Du côté des importations et pour les mêmes raisons, les importations de pétrole brut (+24 % en valeur) et de fer et d'acier (+16 %) ont augmenté. Les importations dans l'automobile ont un peu augmenté en 2011 (+8 %).

La part de marché française en Suède recule légèrement en 2011.

La France est le 8^{ème} fournisseur de la Suède en 2011 (comme en 2010), avec une part de marché de 4,5 % (contre 5,3 % en moyenne sur dix ans). La part de marché de la France en Suède a très légèrement reculé en 2011, atteignant son plus bas niveau en 12 ans. Voir chapitre prochain sur les échanges bilatéraux avec la France.

Part de marché de la France en Suède¹²



¹² Source: Office national des statistiques "SCB"

Les échanges commerciaux suédois devraient nettement ralentir en 2012.

Selon les dernières prévisions disponibles pour 2012¹³, les importations de biens et services de la Suède devraient nettement ralentir en 2012 (-1,8 % en volume), en ligne avec l'atonie anticipée de la demande intérieure. Les exportations suédoises devraient quant à elles afficher une progression proche de 0, loin de l'objectif du gouvernement suédois d'une progression annuelle (en valeur) d'environ +15 % d'ici 2014 (pour un doublement en valeur par rapport au creux de la crise). L'excédent commercial devrait donc augmenter encore un peu.

Les échanges extérieurs de biens et services de la Suède de 2006 à 2011 (Mds SEK)

FAB / FAB	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Variation 2011/2010	2011 (Mds €)
Importations	1 266	1 388	1 499	1 288	1 447	1 530	5,7%	169
<i>dont biens</i>	942	1 026	1 099	908	1 065	1 133	6,4%	125
Exportations	1 505	1 621	1 715	1 489	1 656	1 748	5,5%	193
<i>dont biens</i>	1 111	1 172	1 216	1 005	1 151	1 226	6,5%	136
Solde	238	233	216	201	209	218	4,4%	24
<i>dont biens</i>	169	146	117	97	86	93	7,9%	10

Les dix premiers clients de la Suède en 2011 (exportations de biens)

	Pays	Exportations 2011 (Mds SEK)	Part (%)	Part cumulée (%)
1	Allemagne	120	9,9	9,9
2	Norvège	115	9,5	19,4
3	Royaume-Uni	85	7,0	26,4
4	Etats-Unis	77	6,3	32,7
5	Danemark	74	6,1	38,8
6	Finlande	74	6,1	44,9
7	Pays-Bas	60	4,9	49,8
8	France	56	4,6	54,4
9	Belgique	54	4,5	58,9
10	Chine	40	3,3	62,2

¹³ Bulletin de politique monétaire de la Banque centrale (février 2012).

Les dix premiers fournisseurs de la Suède en 2011 (importations de biens)

	Pays	Importations 2011 (Mds SEK)	Part (%)	Part cumulée (%)
1	Allemagne	208	18,3	18,3
2	Norvège	96	8,4	26,7
3	Danemark	93	8,2	34,9
4	Pays-Bas	71	6,2	41,1
5	Royaume-Uni	67	5,9	47
6	Russie	63	5,5	52,5
7	Finlande	61	5,3	57,8
8	France	52	4,5	62,3
9	Chine	44	3,9	66,2
10	Belgique	44	3,9	70,1

Les échanges commerciaux bilatéraux franco-suédois¹⁴

Les relations commerciales entre la France et la Suède en 2011

Les échanges commerciaux franco-suédois se caractérisent par un léger déficit commercial et par la prédominance des biens industriels, conséquence d'investissements industriels croisés. Le déficit commercial est apparu en 2005, à cause des pertes de parts de marché des constructeurs automobiles français, du développement de plates-formes logistiques intermédiaires entre les deux pays et du recul des grands contrats livrés à partir de la France. En 2011, les échanges commerciaux bilatéraux ont poursuivi leur progression avec la reprise économique, retrouvant leur niveau d'avant la crise. Notre déficit commercial s'est légèrement contracté (0,4 Md€). Les stocks d'IDE sont limités avec une position nette excédentaire de la France d'environ +3 Mds€.

Les échanges commerciaux franco-suédois sont légèrement déficitaires depuis 2005.

Selon les douanes françaises (CAF/FAB)¹⁵, les échanges bilatéraux sont légèrement déséquilibrés sur les dix dernières années (3,6 Mds€ de déficit cumulé), avec un volume d'échanges moyen de 10,1 Mds€. Le déficit commercial s'est élevé à 0,4 Md€ en 2011, en léger repli par rapport à 2009-2010 (-0,6 Md€).

La nature de nos échanges est caractéristique de deux pays très industrialisés, avec une prédominance des secteurs automobiles, pharmaceutiques, de la sidérurgie et du nucléaire.

Les investissements industriels croisés sont importants : Volvo AB détient Renault VI, AstraZeneca possède d'importantes installations à Dunkerque et, inversement, Eramet a racheté Kloster, leader mondial de l'acier rapide, et Schneider Electric a racheté plusieurs sociétés suédoises. Ainsi une part significative des échanges correspond à des transferts intra-groupes. Par exemple, AstraZeneca synthétise dans son usine de Dunkerque les principes actifs (budésonide et ésoméprazole) exportés en Suède pour fabriquer des médicaments contre l'asthme (Symbicort®) ou les problèmes gastriques (INexium).

¹⁴ Source: Service Economique de l'Ambassade de France en Suède

¹⁵ Les données douanières suédoises sont proches de ces chiffres (source : SCB).

De même, dans le domaine du nucléaire, *Areva* fournit de l'uranium enrichi à l'usine suédoise de fabrication de combustible de *Westinghouse* qui exporte ensuite une partie de sa production vers la France. *Areva* fournit aussi du combustible fini à certaines centrales suédoises.

D'après les statistiques françaises, la Suède était en 2011 notre 15^{ème} client et 15^{ème} fournisseur et représentait 1,3 % de nos exportations et 1,2 % de nos importations. Réciproquement, selon les statistiques suédoises, la France est le 8^{ème} client et 8^{ème} fournisseur de la Suède et représente 4,6 % de ses exportations et 4,5 % de ses importations.

L'apparition du déficit commercial en 2005 correspond à un recul de la part de marché de la France en Suède, qui est passée de 5,1 % en 2005 à 4,7 % en 2006 (*cf. ci-dessous*).

Après s'être fortement dépréciée fin 2008 et début 2009, la couronne suédoise s'est ensuite réappréciée à partir de mars 2009 et tout au long de 2010. En 2011, la couronne a oscillé autour de 9 SEK pour un euro. En moyenne sur l'ensemble de l'année 2011, la couronne s'est appréciée de +5 % contre l'euro (9,03 SEK pour un euro) par rapport à 2010 (9,54 SEK pour un euro).

Nos exportations sont reparties à la hausse mais notre PdM est en léger recul.

Les biens industriels constituent 89 % de nos exportations : biens d'équipement (29 %), produits chimiques (25 %), matériels de transport (13 %) et autres produits industriels (22 %). Les produits agricoles et issus de l'industrie agroalimentaire représentent 7,7 % de nos ventes. D'après les douanes françaises, les exportations françaises vers la Suède ont augmenté en valeur de +10,0 % en 2011 par rapport à 2010, pour s'établir à 5,6 Mds€, retrouvant leur niveau d'avant la crise (environ 5,5 Mds€ en 2007 et 2008). Elles se concentrent autour d'un nombre réduit de produits qui constituent près de 40 % du total.

Parmi les postes ayant contribué à la hausse de nos exportations, on note :

- +63 % (après +300 % en 2010) pour les exportations de composants électroniques (6,6 % du total) ;
- +18 % (après -7 % en 2010) pour les exportations de produits chimiques organiques de base (15,2 % du total), ce qui correspond essentiellement à la production de l'usine d'AstraZeneca à Dunkerque ;
- +15 % (après -37 % en 2010) pour les exportations de produits chimiques inorganiques de bases (2,5 % du total), ce qui essentiellement aux livraisons d'uranium enrichi par Areva.

A l'inverse, nos exportations enregistrent des diminutions tendancielle dans d'autres postes importants :

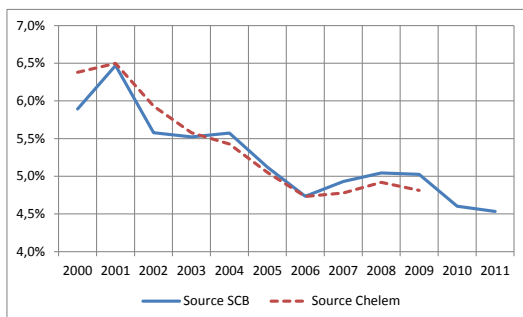
- -83 % pour les exportations d'aéronefs (0,3 % du total, contre 2,0 % en 2010) ;
- -4 % pour les exportations de véhicules (7,1 % du total) : Renault, PSA. En revanche, les exportations des équipementiers (Valeo, Faurecia) progressent de +7 %.

En 2011, la part de marché de la France en Suède a très légèrement reculé, à 4,5 % des importations suédoises. Sur plus longue période, la France connaît une érosion tendancielle de sa part de marché en Suède¹⁶.

¹⁶ Constat confirmé par les données Chelem du Cepii qui corrigent les statistiques douanières pour prendre en compte, dans la mesure du possible, les pays d'origine initiale et de destination finale des échanges.

Outre la place prise par les exportations des grands émergents (notamment la Chine et la Russie qui ont chacun gagné 2,5 points de pdm en 10 ans), ce recul, comparable à celui des Pays-Bas, peut s'expliquer par la diminution de la pdm dans les équipements de communication entre 2001 et 2004 (*Alcatel et Sagem*), et des pdm des constructeurs automobiles français qui sont passées de 16,3 % en 2003 à 9,3 % en 2009 ; un net rebond s'est néanmoins amorcé en 2010 (10,9 %), grâce au succès de *Renault* (Megane et Clio).

Part de marché de la France en Suède¹⁷



Nos importations sont également reparties à la hausse.

Les biens industriels représentent 87 % de nos importations : biens d'équipement (25 %), matériels de transport (17 %) et autres produits industriels (46 %).

D'après les douanes françaises, nos importations de Suède ont augmenté en valeur de +5,7 % en 2011, pour s'établir à 6,0 Mds€, soit un niveau qui reste inférieur à celui d'avant la crise (6,4 Mds€ en 2008).

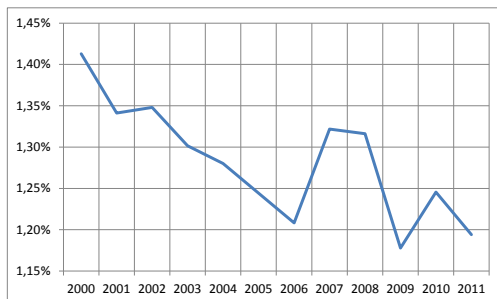
Elles se concentrent autour d'un nombre réduit de produits qui constituent près de la moitié du total. Parmi les postes ayant contribué à ce rebond, on note :

- +38 % pour les importations de véhicules (7,0 % du total) et +30 % pour les équipements automobiles (6,4 % du total) : Volvo, Saab Automobile, Volvo AB, Scania, équipements de sécurité (Autoliv, Trelleborg) ;
- +82 % pour les importations d'équipements de communication (4,2 % du total, contre 2,5 % en 2010) ;
- +32 % pour les importations de produits sidérurgiques (3,7 % du total) : SSAB, Eramet (Kloster).

En revanche, nos importations de médicaments, qui constituaient jusqu'ici notre principal déficit (-654 M€ en 2010, -328 M€ en 2011) et 7,5 % de nos importations, ont diminué de 42 %.

La part de marché de la Suède en France a nettement diminué de 2000 à 2006 (-0,2 point de pdm) et évolue peu depuis (1,19 % en 2011).

¹⁷ Source: l'Office des statistiques "SCB"

Part de marché de la Suède en France¹⁸

Les échanges commerciaux bilatéraux atteindraient des niveaux similaires en 2012.

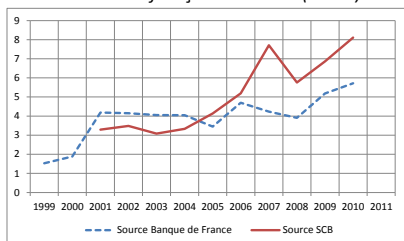
Les dernières prévisions de la Banque centrale suédoise (février 2012) tablent sur un recul des importations suédoises d'environ -1,8 % en volume en 2012, en ligne avec l'atonie anticipée de la demande intérieure. Les exportations suédoises devraient quant à elles rester stables. Ainsi, l'objectif du gouvernement suédois d'une progression annuelle (en valeur) d'environ +15 % d'ici 2014 (pour un doublement en valeur par rapport au creux de la crise) semble inatteignable. Au total, les échanges commerciaux franco-suédois devraient être assez similaires en 2012 à ce qui a été observé en 2011.

La France a augmenté ses investissements en Suède en 2010.

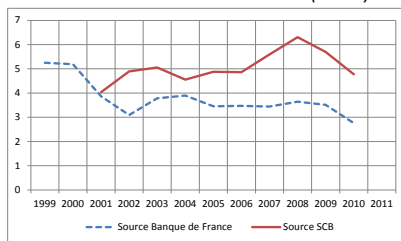
En 2010, le stock d'IDE français en Suède a augmenté de plus de 10 % en valeur comptable, tandis que le stock d'IDE suédois en France reculait. La position extérieure nette bilatérale, excédentaire pour la France d'environ +3 Mds€, s'est donc encore agrandie.

En 2010, la France constituait la 11^{ème} destination d'IDE suédois (et la Suède représente le 14^{ème} fournisseur d'IDE pour la France) et représentait le 10^{ème} fournisseur d'IDE en Suède (la Suède est la 19^{ème} destination d'IDE français).

Stock d'IDE français en Suède (Mds€)



Stock d'IDE suédois en France (Mds€)



Note de lecture : en principe, chaque graphique devrait présenter une seule série. En pratique, l'estimation des IDE (faite par échantillonnage) et sa décomposition par pays sont fragiles et les divergences statistiques sont parfois importantes.

La Suède, non-membre de la zone euro, respecte néanmoins l'ensemble des critères de convergence sauf celui qui porte sur l'appartenance de la monnaie au mécanisme de change européen (MCE II).

¹⁸ Source: Douanes françaises

Les secteurs des opportunités

Les TIC

La Suède se place en tête des pays européens en termes de dépenses par habitant pour les TIC. La seule zone d'activités de Kista (Kista Science City), dans la banlieue de Stockholm, compte plus de 500 sociétés TIC avec au total, 20 000 employés. Outre Ericsson, un grand nombre de PME et des « géants » américains tels que Microsoft, IBM, Sun, Intel, Oracle, Novell, Sybase et Apple, on y retrouve des instituts de recherche, Swedish Institute for Computer Science (SICS) et Acreo, ainsi que l'Université des TIC avec 4 000 étudiants. En termes de TIC, Kista est, après Silicon Valley, l'une des zones de référence mondiale. La Suède est l'un des pays précurseurs en matière d'investissements informatiques dans le secteur de la santé.

Les transports

Le gouvernement suédois a engagé un programme d'investissements s'élevant à 45 Mds EUR dans les infrastructures routières et ferroviaires pour la période 2010-2021. Dans le seul secteur ferroviaire, le gouvernement prévoit d'investir 7 Mds EUR sur 2010-2020, auxquels s'ajouteront les financements des collectivités locales et éventuellement les financements privés. Un projet de construction de lignes à grande vitesse pourrait même être lancé d'ici quelques années. 15 Mds EUR seront par ailleurs alloués à la gestion et l'entretien du réseau routier, et 23 Mds EUR au développement du système de transport.

L'industrie mécanique

L'industrie mécanique suédoise, c'est 90 Mds EUR de chiffre d'affaires. Des donneurs d'ordres leaders mondiaux dans leur secteur : ABB, VOLVO CARS, VOLVO AB, SAAB, SCANIA, TETRA LAVAL, SANDVIK, SKF, AUTOLIV, ATLAS COPCO, ASSA ABLOY, HALDEX. Elle compte 300 000 employés (7% de la population active) et plus de 50% des exportations du pays, soit 2/3 de la production du pays qui est exportée. Les importations de produits mécaniques par la Suède : 35 Mds EUR par an.

Les énergies renouvelables

Le secteur des énergies renouvelables se développe principalement aujourd'hui autour de l'énergie éolienne, des biocombustibles et de la géothermie.

L'éco-construction

La Suède se place en position d'avant-garde par sa politique, sa recherche et ses innovations dans la gestion énergétique des bâtiments. Les mesures prises pour la gestion de l'énergie des bâtiments sont presque les seules responsables de la diminution des émissions de dioxyde de carbone en Suède. Cette attitude a notamment contribué à ce que Stockholm soit élue la première Capitale Verte de l'Europe. Des projets d'éco-construction sont présents et fleurissent sur tout le territoire suédois (Västra Hamnen à Malmö, Hammarby Sjöstad et Royal Seaport à Stockholm, projets éco-constructifs en bois, etc.). Outre de nombreuses délégations accueillies en Suède dans le cadre de voyages d'étude, les professionnels suédois sont très ouverts aux échanges dans ce domaine ; la recherche de nouveaux matériaux et de nouvelles méthodes constructives étant le moteur de croissance dans ce secteur.

Les sciences de la vie

Le marché des sciences de la vie est prévu de croître globalement avec le vieillissement de la population et l'évolution technique du secteur. La demande du secteur est poussée par les projets hospitaliers et le milieu innovatif du secteur, ce qui rend ce marché intéressant malgré sa population limitée. Les projet les plus importants :

- La construction du nouveau Karolinska (le plus important des 6 centres hospitaliers du pays), qui s'appellera « Nya Karolinska Solna », avec le Centre d'Innovation [Karolinska Innovationcenter](#), et le nouveau cité des sciences de la vie « Stockholm Life » [Stockholm Life](#). L'investissement total prévue par la ville de Stockholm est de 50 Mds de SEK, soit plus de 5 Mds€.
- La Cité Stockholm Life vise à devenir l'un des plus importants pôles d'excellence en matière de Sciences de la Vie en Europe.
- A Göteborg, deuxième ville de la Suède, un projet d'élargissement et de modernisation du centre hospitalier universitaire Sahlgrenska est également en cours de réalisation.
- L'ESS est un projet d'infrastructure de recherche intergouvernemental qui sera construit à Lund dans le sud de la Scandinavie. 17 pays européens au moins prendront part à sa construction, son financement et son exploitation. La Suède et le Danemark couvriront 50% des 1,4 Mds€ de coûts d'investissement et 20% des coûts d'exploitation avec les autres Etats Nordiques et Baltes. ESS AB est la société anonyme publique détenue par la Suède et le Danemark, qui planifiera la future organisation internationale ESS. La construction de l'ESS sera lancée en 2013, les premiers neutrons seront produits en 2019 et l'infrastructure sera entièrement opérationnelle en 2025.

L'habillement

La consommation en articles d'habillement se situe au deuxième rang des dépenses des ménages suédois en biens de consommation durables, après l'habitat et la décoration, soit 5 % du panier. La consommation par habitant s'est élevée à plus de 1100 € par an en 2011. Bien que l'année 2012 a commencé avec une stagnation de la consommation de vêtements et de chaussures, ce ralentissement est vraisemblablement temporaire. Les ménages consomment actuellement plus prudemment et épargnent davantage, en raison de l'incertitude pour l'avenir que provoque la situation économique en Europe.

Les produits de beauté

Les produits de beauté figurent parmi les secteurs qui ont affiché une progression soutenue depuis de nombreuses années. La stagnation générale de la consommation en 2011 a toutefois touché également les ventes de produits de beauté qui affichent un ralentissement mais se situent néanmoins toujours à un niveau élevé (1,6 Md € en 2011). Les produits dermocosmétiques et de maquillage innovants de même que les produits pour la beauté des cheveux sont très demandés. Le démantèlement récent du monopole de distribution en pharmacies, et l'arrivée récente de nouvelles chaînes de pharmacies, ouvrent des possibilités sur un marché où les ventes en pharmacies de produits dermocosmétiques, et plus généralement de produits de libre commerce, sont sous-représentés.

L'habitat

L'habitat (ameublement, équipement du foyer, bricolage et jardinage) joue un rôle prépondérant dans la vie des suédois et constitue le premier poste de dépenses du revenu disponible des ménages avec un budget moyen par habitat de 1200 EUR par an. Malgré une conjoncture économique plus morose ces dernières années, les consommateurs suédois attachent beaucoup d'importance à entretenir un habitat accueillant et l'aspect culturel du "faire soi-même" expliquent, en grande partie, les volumes de ventes importants dégagés dans ce secteur depuis des années. En outre, la volonté croissante de personnalisation et de différenciation des consommateurs conduit à renforcer l'intérêt pour l'offre française.

Les sports et loisirs

Face aux conditions climatiques relativement rudes en Suède, les sports & loisirs sont considérés comme un outil de santé publique. Les suédois disposent de beaucoup de temps libre, sont de grands amateurs de sports et consacrent environ 12 % de leur budget dans les activités sportives. Le marché est riche en opportunités grâce à la grande variété de sports pratiqués et au nombre élevé d'adeptes. Le secteur a progressé au rythme de 5 à 6 % par an au cours des dernières années. Parmi les sports les plus pratiqués figurent le football, la gymnastique, le golf, le hockey en salle et l'athlétisme. La plaisance représente également un secteur phare. Avec 1 bateau pour 9 habitants, la Suède représente l'un des pays au monde le plus tourné vers la plaisance.

L'agro-alimentaire

Les consommateurs suédois sont de plus en plus demandeurs de raffinement gastronomique et les professionnels, soucieux de répondre à cette attente, réagissent très positivement à nos actions de sensibilisation au savoir-faire français. Conscients des enjeux en matière savoir-vivre, d'image pour leur pays et d'impact sur le tourisme, les suédois sont déterminés à élever le niveau de leur gastronomie. Le savoir-faire français constitue pour eux une référence d'excellence. Leur implication dans le concours Bocuse d'Or et les nombreux chefs suédois médaillés, témoignent de leur motivation. C'est encore un chef suédois qui a obtenu la médaille d'argent du Bocuse d'or 2011, et la Suède organisera les pré-sélections européennes de cette compétition en 2014.

Le programme lancé par le gouvernement « Matlandet Sverige » afin de promouvoir la Suède en tant que « pays de gastronomie » a créé une dynamique sur le marché des produits gourmets en Suède (croissance évaluée à 5-7%), où les consommateurs sont à la recherche de produits authentiques et prêts à payer pour la qualité. Les produits de l'agriculture biologique, sains et naturels connaissent un vrai succès. L'intérêt pour les produits alimentaires ayant un effet bénéfique pour la santé répond à la mobilisation croissante contre les méfaits d'une mauvaise alimentation. Plus généralement, les produits apportant une innovation véritable (pas seulement par le packaging), les produits faciles d'utilisation « convenience », suscite un intérêt en Suède, si leur prix reste abordable. Concernant les vins, et pour ce qui est de la vente au détail, la présence du monopole de distribution favorise les gros volumes et les marques. Les tendances sur ce marché en 2011 sont les vins à taux d'alcool bas (+26%), les vins biologiques (+23%), les vins effervescents/crémants et les vins rosés (+22,5%). En parallèle, la RHD ouverte aux vins français, offre de vraies opportunités d'affaires. Le champagne occupe une place privilégiée, qui peut laisser augurer d'une bonne résistance à la baisse de la conjoncture économique.

Le tourisme

La Suède représente une relativement jeune destination touristique qui attire de plus en plus de visiteurs internationaux. Depuis 2000, la consommation touristique a augmenté de 76% ! La Suède dispose de ressources attractives répondant aux attentes actuelles des touristes de loisirs comme d'affaires (des destinations attractives, de bonnes infrastructures, une nature et une culture préservée, etc.). Le potentiel de développement n'est toutefois pas encore pleinement exploité. Le secteur touristique est l'une des priorités de la politique suédoise ! L'objectif est de renforcer l'attractivité de la destination Suède et la compétitivité de l'industrie, sur la base d'une croissance durable et du développement de l'emploi dans les régions. Les priorités sont axées sur le développement des infrastructures et des transports, l'augmentation de la formation dans le secteur touristique et surtout le renforcement et le développement d'une offre touristique de qualité. Ce secteur attire, en d'autres termes, de plus en plus d'investissements !

Approcher le marché suédois

Règlementation des échanges

Largement tributaire de son commerce extérieur, la Suède mène par tradition, conviction et intérêt bien compris une politique commerciale de libre-échange. Les échanges avec les autres pays ont joué un rôle moteur dans le processus d'industrialisation du pays. Le marché intérieur étant relativement limité, l'accès aux marchés étrangers a permis la spécialisation et l'expansion de l'industrie suédoise,

La politique commerciale libérale de la Suède a favorisé les importations, la concurrence et les changements structurels. Avec son adhésion à l'Union européenne le 1^{er} janvier 1995, la Suède a inscrit sa politique commerciale dans un cadre plus vaste : elle fait partie intégrante du marché unique. Si le principal objectif de la politique commerciale de l'UE est d'encourager la libéralisation des échanges internationaux, dans certains domaines (produits agricoles, textile), cette politique se situe en deçà des attentes de la Suède.

Il convient de souligner que la Suède est l'un des États membres qui a transposé dans leur droit national le plus grand nombre de directives européennes et est, à cet égard, l'un des « bons élèves » de l'UE. De plus, dans plusieurs domaines, elle a été un pays précurseur pour ce qui est de la déréglementation et de la libéralisation des échanges. En faveur du libéralisme économique, elle œuvre donc naturellement pour que la politique commerciale européenne aille dans ce sens. Vis-à-vis des pays hors UE, elle applique évidemment le tarif extérieur commun.

Grâce à des dérogations, consenties lors de l'adhésion à l'UE, des restrictions subsistent néanmoins dans certains domaines.

La distribution de biens de consommation

Plus du tiers de la consommation des ménages suédois est consacrée aux biens de grande consommation. La part des biens de consommation durable rattrape inexorablement celle des biens de consommation courante. Si leurs parts respectives est aujourd'hui respectivement de 48% et 52%, la situation sera inversée dans 15 ans selon l'institut suédois de la recherche de la consommation « HUI ». Selon ce dernier la part des biens de consommation des suédois en biens de consommation

durables devrait doubler d'ici 15 ans et atteindre 56 % du commerce de détail, contre 44 % pour les biens de consommation courante.

La grande distribution dispose d'un poids prépondérant dans le commerce de détail : les 10 plus grands acteurs représentent plus de 50% des ventes du secteur. Cette forte concentration est surtout le fait de la grande distribution alimentaire (GDA) où 3 acteurs se partagent 85% du marché. Dans la grande distribution spécialisée, il faut réunir les 30 premiers distributeurs pour atteindre 50% du CA. La grande distribution profite aujourd'hui d'une croissance démographique soutenue (+36.000 nets/an), due à un regain des naissances et à une forte immigration (lesquelles génèrent une progression de CA de 180M€ par an) et d'un niveau élevé de confiance des ménages.

Le tissu industriel

L'industrialisation suédoise, relativement tardive, s'est appuyée à la fin du 19^{ème} siècle sur les importantes ressources naturelles du pays (minerais, bois et hydroélectricité). Cela s'est traduit dans un premier temps par l'émergence d'une industrie métallurgique et papetière importante puis, par la suite, par l'essor des fabricants d'équipements (miniers notamment : Atlas Copco, ABB, Sandvik) et de transports. Aujourd'hui, si les industries de base (mines, métallurgies, papier, bois) représentent encore un quart de la production industrielle du pays, ce sont les industries mécaniques (Electrolux, ABB, SKF, Alfa Laval...), automobiles (Volvo, Scania), pharmaceutiques (AstraZeneca) et des télécommunications (Ericsson) qui permettent à la Suède de réaliser ses belles performances à l'export, grâce notamment à leur inventivité et haute technicité. La diversité du tissu industriel offre des possibilités de développement intéressant dans de nombreux secteurs de niche et constitue un marché important pour la sous-traitance. A noter par ailleurs que la Suède possède une industrie de défense, sensiblement réduit aujourd'hui mais néanmoins composée d'entreprises hautement spécialisées telles que Saab AB, Bofors, Kockums (groupe Thyssen) .

Comparé à la France, l'industrie en Suède a un poids relatif sensiblement plus important avec un chiffre d'affaires de 180 Mds d'€ et 800 000 emplois industriels.

Vendre en Suède

Moyens de paiement

Le virement et le transfert sont, de loin, les moyens de paiement les plus couramment utilisés, « *Giro* » pour une transaction domestique, à travers l'un des deux systèmes existants : virement postal, *postgiro*, ou virement bancaire, *bankgiro*, et Swift pour une transaction internationale. Ils présentent l'avantage d'être simples, rapides, fiables et assortis de frais réduits.

Il est cependant possible d'utiliser l'encaissement/remise documentaire « *collection* », ou une lettre de crédit. Le crédit documentaire n'est guère employé, plutôt réservé à des opérations de montants importants.

Les techniques de compensation se développent, notamment à l'occasion de contrats dans le

domaine de l'armement et la pratique des « comptes centralisateurs » est de plus en plus fréquente.

Le dollar a été, jusqu'à une date récente, la principale devise de facturation utilisée pour des importations. Toutefois, et particulièrement avec les pays de l'UE, l'euro est aujourd'hui majoritairement utilisé, tant à l'import qu'à l'export, bien que la Suède ne fasse pas partie de la zone Euro. Les acteurs économiques ne restent pas insensibles à la simplicité qui découle de l'usage de la monnaie unique. Les garanties sont celles que l'on trouve dans les pays membres de l'UE. Pour se prémunir contre le risque de défaillance du débiteur, les garanties et cautions bancaires constituent en Suède des moyens courants. Schématiquement, on distingue trois types de garanties bancaires :

- *Contact guarantee* pour le vendeur
- *Payment guarantee* la garantie de paiement
- *Credit guarantee* pour le prêteur

La rapidité d'émission des lettres de garantie dépend parfois de la taille de la banque (nombre d'échelons hiérarchiques). Des sociétés financières spécialisées peuvent également proposer des garanties similaires, mais c'est encore le plus souvent le fait des banques. Le coût dépend beaucoup de la concurrence, des sûretés proposées ainsi que du réseau international de la banque. Les délais de paiement sont courts et stricts : 34 jours en moyenne en Suède, à comparer à une soixantaine de jours en France. L'utilisation des services de banque en ligne est très répandue : deux suédois sur trois s'en servent pour toutes les opérations de compte et le paiement de factures.

Les services d'un intermédiaire

Etant donné le caractère très concurrentiel du marché suédois dans son ensemble, la solution la plus simple et la plus sûre pour assurer la commercialisation d'un nouveau produit est de faire appel à un intermédiaire local, qui présente en outre l'avantage de bien connaître le marché. Les formes de partenariats les plus courants en Suède avec les entreprises étrangères sont l'agent commissionné et le distributeur exclusif. Généralement, un agent ou un distributeur exclusif est nommé pour couvrir la totalité du territoire, parfois l'ensemble des pays nordiques. Les agents ou distributeurs suédois représentent très souvent plusieurs sociétés étrangères.

Les structures plus importantes sont en général établies sous forme de sociétés anonymes (Aktiebolag) et peuvent couvrir plusieurs pays nordiques en ayant recours à des sous-agents locaux ou leurs propres bureaux de représentation. Les agents à commission fonctionnent souvent sous le statut d'une entreprise en nom propre et ne sont pas enregistrées au registre du commerce. Dans ce cas, ils n'ont en général pas de force de vente salariée mais travaillent si nécessaire en réseaux avec des sous-agents. Le type de fonctionnement est souvent adapté à la structure géographique et l'organisation de sa clientèle.

Ainsi, l'agent commercial a pour mission de prospecter le marché et de prendre les commandes. Il est donc le mandataire de l'exportateur. Le contrat du mandat est régi par des règles comparables à celles de la France mais, dans le cadre de l'harmonisation du droit suédois avec le droit communautaire, le statut de l'agent commercial se trouve amélioré et les obligations des parties sont mieux définies. La fédération des agents commerciaux suédois a dressé, en collaboration avec ses

homologues nordiques, un contrat type basé sur la législation suédoise et la directive européenne sur la coordination des lois des États membres relatives aux agents à la commission, daté de 1986.

Le distributeur, quant à lui, achète et revend pour son propre compte les marchandises du fournisseur. Son statut est régi par des règles de droit commercial. La Fédération suédoise des grossistes et détaillants (*Svensk Handel*) a rédigé des recommandations particulièrement favorables aux distributeurs. Il est donc préférable de faire rédiger les contrats par un avocat et de ne pas oublier qu'en Suède, une simple lettre ou télécopie, peut constituer un élément contractuel. *Svensk Handel* représente 13 000 entreprises dans le commerce en gros et de détail, soit 23 000 établissements avec 300 000 employés.

Les deux tiers des importations suédoises sont réalisées par des intermédiaires commerciaux.

Les marges et les commissions d'agents : les commissions d'agents et les marges des importateurs, varient suivant les secteurs et sont fonction du produit, des conditions dont l'agent bénéficie (le territoire suédois est vaste et les déplacements sont coûteux), de la taille des interlocuteurs locaux, de l'importance des commandes et bien entendu de la négociation commerciale entre les parties. Les commissions peuvent varier dans une fourchette de 10 à 15%, les marges d'importateur de 25 à 40/50%. Le taux multiplicateur pour les biens de consommation est en générale entre 2,5 et 3. Rappelons aussi que la TVA est de 25 % en Suède.

La vente directe

La vente directe aux utilisateurs industriels finaux ou aux détaillants est courant dans les cas suivants :

- sous-traitance industrielle
- machines et équipements spéciaux
- biens de consommation très haut de gamme et luxe
- MDD pour la grande distribution

Le E-commerce

Le commerce en ligne en Suède a connu une très forte progression depuis plusieurs années. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 3 Mds € en 2011, soit une croissance de 11 % par rapport à l'année précédente. Les secteurs qui dominent sont les produits électroniques, les livres et l'habillement. Le commerce à distance représente actuellement 5 % du commerce de détail.

Organiser son transport de marchandise

Répartition du transport intérieur de marchandises : route 64% (39,9 milliards de tkm), la part du transport ferroviaire est de 36% (22,3 milliards de tkm). Le transport maritime est vital pour la Suède de par ses 2.700 km de côte et ses nombreuses îles. La quasi-totalité des transactions internationales se font par la mer ainsi que la moitié du commerce interne. Les ports principaux se situent à Trelleborg, Stockholm et Göteborg. Les transporteurs routiers internationaux suédois sont très bien organisés en générale et sont susceptibles de proposer des prix compétitifs de porte à porte.

Bonnes pratiques des relations d'affaires

- **La transparence** : Elle découle de la confiance entre partenaires, et sera particulièrement appréciée en Suède. Ainsi, il est essentiel d'être clair, d'afficher ses objectifs et dialoguer avec ses partenaires. Il convient d'éviter, par exemple, de se mettre en quête d'un nouvel agent, sans informer celui dont on n'est peut-être pas satisfait : le pays n'est pas si grand et les professionnels d'un secteur se connaissent très souvent et communiquent beaucoup entre eux.

- **La ponctualité est fortement respectée** : L'organisation du travail, en Suède, passe par la ponctualité; elle est un signe de l'aptitude à respecter ses engagements. Arriver en retard à un rendez-vous est donc non seulement considéré comme très incorrect et indisposera la personne qui attend, mais aura aussi des conséquences sur le jugement porté envers votre entreprise. Votre interlocuteur se demandera si un retard du même type ne risque pas de se produire lorsque vous devrez répondre à une demande de prix, envoyer des échantillons ou bien livrer des produits.

- **L'absence d'une hiérarchie marquée dans la vie des affaires**. L'organisation interne des entreprises suédoises est moins formelle et hiérarchique que dans la plupart des autres pays. La responsabilité de décision revient souvent aux sous-chefs. Les suédois croient fermement aux vertus du compromis et du consensus quand il s'agit de prendre des décisions et trouver des solutions. Si c'est le gage d'un bon esprit de collaboration d'un bout à l'autre de l'organisation, cela peut impliquer aussi de lenteur dans la prise de décisions.

- **Une relation qui s'inscrit dans la durée** : d'une manière générale, les opérateurs économiques suédois souhaitent développer avec leurs fournisseurs des relations à moyen/long terme et fondées sur la confiance réciproque. Ils ne sont donc pas intéressés par un coup, et ne prennent pas de décisions précipitées. La prospection de ce marché doit par conséquent se concevoir dans cette optique ; c'est dire qu'il faudra sans doute venir plusieurs fois en Suède rencontrer un prospect, avant qu'il ne devienne un client. En matière de prix, le fait de présenter un tarif, puis d'annoncer ensuite une ristourne exceptionnelle de 20 % est susceptible d'être perçu négativement. Mieux vaut annoncer juste au départ.

- **Capacité d'adaptation** : les suédois sont très pratiques de nature et cherchent la facilité dans leurs relations d'affaires. L'une des clés de succès pour aborder ce marché consiste notamment à comprendre le fonctionnement du secteur prospecté pour s'adapter et aligner ses services aux besoins des clients finaux. Le cliché « le client est roi » est particulièrement vrai en Suède, c'est autour du service clients qu'une grande partie de la concurrence se joue.

Investir en Suède

Depuis le début des années 1990, la Suède est entrée dans un processus de libéralisation intense (cf. page 5), qui s'est traduit par l'abolition du contrôle des échanges extérieurs et des restrictions aux acquisitions de sociétés par les étrangers, ce qui a rendu les transactions plus faciles. C'est aujourd'hui l'un des pays de l'Union Européenne qui a pris le plus d'avance dans la déréglementation des marchés de l'énergie, des télécommunications, des transports ferroviaires ou encore des services postaux. Depuis son entrée dans l'Union européenne, la Suède est un acteur important en matière d'investissements directs étrangers (IDE). Actuellement, la Suède est un des pays européens qui

attire le plus d'investisseurs étrangers notamment des États-Unis, d'Europe et des pays nordiques. Une des majeures raisons réside dans le fait que le taux de rendement annuel se positionne autour de 20%, nettement supérieur au taux moyen en Europe et aux États-Unis (de 12% environ). L'esprit international des entreprises suédoises et le niveau élevé de formation des Suédois figurent parmi les autres facteurs-clés. Selon l'Association européenne du capital-investissement et du capital-risque, les entreprises suédoises ont, en 2011, attiré 1,07 Mds de dollars US sous forme de démarrage et de croissance. Quant au nombre d'investissements et au montant du capital investi, les biotechnologies restent en tête.

Cependant, ce sont les secteurs de l'information et des communications qui ont surtout contribué à la bonne réputation des entreprises des pays nordiques. Récemment, les investissements dans les sciences de la vie ont gagné plus d'importance. La présence des entreprises françaises en Suède s'est nettement développée depuis l'entrée du pays dans l'Union Européenne en 1995. Un peu plus de 200 implantations et filiales françaises sont recensées, employant plus de 42 000 personnes et réalisant un chiffre d'affaires d'environ 7,6 Mds €. La Suède est notre premier partenaire commercial dans la région nordique et environ 7 000 entreprises françaises, dont plus de 80% de PME, y exportent.

En conséquence de la domination du modèle suédois dans le cadre du marché du travail, le secteur public a favorisé les grandes entreprises au profit des petits entrepreneurs. Le gouvernement actuel a émis le souhait de changer cette tendance dans son programme politique. Il est cependant important de noter que les entreprises multinationales ont aussi été un atout pour les petits entrepreneurs pour leur servir un bon terrain d'entraînement.

Les différentes formes d'entreprises en Suède

- *Aktiebolag*(AB) : entreprise publique ou privée, qui correspond globalement à la Société Anonyme (SA) française, mais qui prévoit une responsabilité limitée des dirigeants. Une *Aktiebolag* non cotée en bourse doit posséder un capital de départ d'au moins 50 000 SEK ; 500 000 SEK si elle est cotée. Conformément aux principes communautaires en vigueur, tous les ressortissants de l'UE peuvent occuper les fonctions de directeur général d'une *Aktiebolag* suédoise.
- *Handelsbolag*: l'équivalent suédois d'une société en nom collectif. Ce type d'entreprise est créé par l'accord d'au moins deux personnes physiques ou morales, à la responsabilité illimitée. Elle n'est soumise ni à l'obligation d'un capital minimum, ni à une contrainte juridique pour la gestion de la société et n'est pas soumise à l'impôt sur les sociétés suédoises. Chaque associé sera imposé personnellement sur sa part des bénéfices.
- *Kommanditbolag* : Société en commandite simple. Ressemble au précédent type d'entreprise mais prévoit une responsabilité limitée des partenaires, à condition que l'un d'entre eux accepte de s'engager de façon illimitée.
- *Enskild firma* : Société unipersonnelle. Entité qui n'est pas une personne morale. Elle est représentée par une personne physique qui exerce l'activité sous sa responsabilité personnelle. Les sociétés unipersonnelles ne nécessitent pas un enregistrement auprès de de l'Office d'enregistrement des entreprises (Bolagsverket) mais uniquement auprès de l'Administration fiscale suédoise (Skatteverket).

Le droit suédois ne connaît pas de forme d'entreprise comparable à la SARL française.

S'implanter par croissance organique

Une société étrangère qui envisage de s'établir en Suède se doit d'acquérir une certaine connaissance du droit des sociétés suédoises, de la fiscalité, des autorisations nécessaires et des limitations apportées aux activités étrangères dans ce pays. L'implantation d'une succursale ou d'une filiale est un processus simple et direct en Suède, prévu pour faciliter l'établissement de nouvelles sociétés. Les structures les plus courantes pour une entreprise qui souhaite s'établir en direct sur ce marché sont :

- La filiale (appelée « *dotterbolag* » en suédois et « *subsidiary* » en anglais) sous forme d'une société anonyme (*aktiebolag*)
- Une succursale (appelé « *filial* » en suédois et « *branch* » en anglais, à ne pas confondre à la structure mentionnée ci-dessus)

La majorité des entreprises étrangères qui s'établissent sur ce marché choisissent l'option de la filiale sous forme d'une société anonyme. La succursale n'est pas dotée de la personnalité morale, à la différence de la filiale et la société étrangère reste responsable de ses engagements. Les activités menées par la succursale en Suède sont soumises à la législation suédoise. Les règles spécifiques pour les succursales sont stipulées dans la Loi sur les succursales étrangères (« *Lag om utländska filialer* »). Les deux types d'entités doivent être enregistrées auprès de l'Office d'enregistrement des entreprises (*Bolagsverket*) et l'administration fiscale suédoise (*Skatteverket*).

La filiale (au travers d'une société anonyme) doit avoir un conseil d'administration mais n'est pas dans l'obligation de nommer un directeur général s'il s'agit d'une entreprise privée. La succursale doit, en revanche, nommer un directeur général. Il existe des règles spécifiques concernant le lieu de résidence du directeur général et les membres du conseil d'administration pour les deux entités. Pour les succursales, le directeur général doit être résident dans l'Espace Economique Européen (EEE).

Toutes les sociétés anonymes doivent déposer leur rapport annuel à l'Office d'enregistrement des entreprises. Quant à la succursale, elle doit tenir sa propre comptabilité, séparée de l'entité étrangère. Si cette dernière demeure dans l'EEE et a une structure similaire à la société anonyme suédoise (*aktiebolag*), la succursale est tenue de déposer le rapport annuel de l'entreprise étrangère à *Bolagsverket* mais n'est pas dans l'obligation de présenter un rapport annuel propre.

Concernant la fiscalité, les deux types d'entités sont soumis au même traitement mais l'implication fiscale peut différer en fonction de la structure du groupe dont elle dépend. Les filiales sous forme de sociétés anonymes peuvent bénéficier d'exonérations fiscales sur les bénéfices à travers de dividendes intra-groupe.

La succursale peut offrir la possibilité d'allègements fiscaux pendant une période transitoire au moment du lancement de l'activité. Ceci est possible puisque les pertes peuvent être déductibles pour l'entité étrangère de laquelle elle dépend, étant donné que la succursale n'est pas une entité légalement indépendante. Cet avantage n'est pas ouvert aux filiales établies sous forme de sociétés anonymes, considérées comme personnes morales suédoises, quel que soit leur possession.

L'établissement d'une filiale sous forme de société anonyme est un procédé rapide qui peut se faire selon deux méthodes : l'investisseur peut acheter auprès d'un cabinet spécialisé ou d'un avocat

« une société anonyme en kit » (limited liability company off-the-shelf) déjà enregistrée à cette fin ou la créer lui-même. Cette solution, qui est la plus courante, permet à l'investisseur d'avoir un accès rapide à une entreprise « neuve », sans activité antécédente. L'activité peut démarrer dès que l'achat est conclu et le capital social transféré au compte en banque ouvert pour la société. Le coût pour acheter une société anonyme en kit varie, en général entre 10 000 et 25 000 SEK, en fonction des services fournis par le cabinet. Pour enregistrer une succursale, il est nécessaire que l'entreprise étrangère qui l'enregistre soit une personne morale dans son pays de résidence. Le dossier est à déposer auprès de l'office d'enregistrement des sociétés et doit contenir une série d'informations et de certificats sur l'entreprise étrangère dont dépendra la succursale ; entre autres les deux derniers rapports annuels.

Récapitulatif de quelques différences entre la filiale sous forme d'Aktiebolag et la succursale

	La société anonyme – Aktiebolag	La succursale Filiale
Personne morale	Oui	N'est pas une entité juridique indépendante – considérée comme une division de la société étrangère dont elle dépend
Responsabilité des propriétaires pour les déficits de l'activité	Pas de responsabilité personnelle. Seulement le capital est investi en risque	La succursale est une partie intégrante de la société étrangère. La responsabilité des propriétaires dépend de la structure légale de la société étrangère
Enregistrement	Auprès de l'Office d'enregistrement des entreprises Bolagsverket et de l'Administration fiscale Skatteverket	Auprès de l'Office d'enregistrement des entreprises Bolagsverket et de l'Administration fiscale Skatteverket
Impôt sur les sociétés	Oui	Oui
Protection du nom	Sur le territoire suédois	Sur le territoire suédois
Nombre de propriétaires	Une ou plusieurs personnes morales ou juridiques	Pas de propriétaire en Suède. La succursale est une partie de la société étrangère dont elle dépend
Obligation d'avoir un expert-comptable	Oui, au moins un expert-comptable si deux des critères suivants sont remplis : - CA > 3 MSEK - Effectif : 3 - Bilan < 1,5 MSEK	Oui, au moins un expert-comptable si deux des critères suivants sont remplis : - CA > 3 MSEK - Effectif : 3 - Bilan < 1,5 MSEK
Distribution de bénéfices et pertes	Les bénéfices peuvent être distribués aux propriétaires sous forme de dividendes	La succursale est une division de l'entreprise étrangère
Exigence de capital social	50 000 SEK pour une entreprise non cotée en bourse, 500 000 SEK pour une entreprise cotée en bourse	Non
Qui représente l'entité	Le conseil d'administration, le directeur général	Le directeur général représente la succursale au travers d'une procuration de la société étrangère
Est-ce que l'entité peut employer du personnel ?	Oui	Oui
Nombre d'établissements dans le pays	Illimité	L'entreprise étrangère ne peut ouvrir qu'une succursale en Suède

S'implanter par le biais d'une acquisition

La Suède compte un nombre important de PME hautement spécialisées dans leurs secteurs respectifs, dont de nombreuses dans les technologies innovantes telles que les TIC et les biotechnologies. Ces secteurs représentent un vivier intéressant pour les entreprises étrangères souhaitant s'établir en Suède, étendre leur activité ou acquérir un savoir-faire. Le nombre d'entreprises familiales est important ; une grande partie établie par la génération des années 40 qui partira bientôt à la retraite et est intéressée par la transmission de leur activité. Le processus pour acquérir une entreprise en Suède est relativement simple par rapport à de nombreux autres pays.

Les informations sur l'entreprise sont fiables et facilement accessibles en raison de la culture de transparence du pays et du monde des affaires. Les processus impliquent toujours des avocats et cabinets spécialisés, à un coût moins onéreux que dans de nombreux autres pays. Les contrats et accords suédois sont en général considérablement plus courts que, par exemple, aux Etats Unis ou en Angleterre. La conclusion d'affaires en Suède est basée sur une volonté d'atteindre rapidement un consensus et, en cas d'acquisition, le management dans les entreprises cibles coopère en général volontiers pour faciliter le processus de transaction.

Des mesures défensives telles que les « chevaliers blancs », « parachutes d'or » ou « pilules empoisonnées » sont rarement vues en Suède et, les syndicats s'opposent rarement à une fusion ou acquisition. L'état financier des entreprises est facile à établir et les rapports annuels compréhensibles en raison de la clarté et la fiabilité des règles de comptabilité. Il est très rare qu'une étude financière révèle des problèmes qui ont été invisibles dans le bilan. Pour acquérir une entreprise, son management et la moitié du conseil d'administration doivent être résidents dans l'EEE. Pour les fusions et acquisitions d'entreprises privées, il n'existe pas de régulation spécifique sur l'achat des dividendes ou titres, en dehors du droit général des contrats et la Loi sur les sociétés. En outre, les règles sur la concurrence doivent être respectées.

L'acquisition d'une société dans certains secteurs qui requièrent des licences spécifiques, comme les finances, est assujettie à des règles spécifiques. Les fusions et acquisitions publiques sont régularisées par la loi du marché boursier et la loi sur le marché des valeurs mobilières ainsi que la loi sur les sociétés. Le processus d'acquisition d'une société anonyme en Suède prend en général 8 à 10 mois et se compose de multiples phases allant des analyses de l'entreprise et de l'acquéreur, les mécanismes du fixation du prix et la structure de l'affaire, les procédures de diligence, etc., jusqu'à la déposition de la demande à l'Agence de la Concurrence « Konkurrensverket », l'accord, la signature et la clôture de l'affaire avec la soumission des documents à Bolagsverket et la finalisation de tous les transactions, la signature de l'accord de dépôt fiduciaire. Chaque étape comprend des spécificités locales qu'il est important de connaître. Les acquisitions d'une entreprise en Suède ne sont font en principe jamais sans avoir recours aux spécialistes locales.

Etablir un réseau de franchise

La franchise constitue une forme d'établissement courante en Suède, mais encore relativement limitée pour les entreprises étrangères. Il existe actuellement environ 640 réseaux et 24 500 franchisées, employant 102 000 personnes et réalisant un CA de 169 Mds €, soit 5 % du PIB. Les plus importants réseaux sont la Poste suédoise, la Fédération du Tourisme, Mc Donalds, les magasins

alimentaires de proximité tels que 7eleven, les magasins de sport Team Sportia, et de nombreuses enseignes de l'habillement. La franchise est notamment très courante dans le secteur du commerce de détail, les services de conseil et la restauration. Un certain nombre d'enseignes françaises se sont établies sur ce marché par la franchise, notamment dans le secteur du commerce de détail. La franchise est encadrée par la loi générale sur les contrats. Il n'existe donc pas de législation propre sur la franchise mais en revanche une loi sur l'obligation de divulgation (Loi n°200& :484), stipulant des règles sur le type et la quantité d'information que le franchiseur doit communiquer au franchisé avant de conclure un contrat de franchise. Cette législation concerne tous les contrats de franchise en Suède : contrats domestiques et étrangers, contrats de master franchise, contrats sur le site, contrats nouveau et renouvellement d'anciens contrats. D'autres lois à prendre en compte pour établir un réseau de franchisés en Suède sont : la loi sur les contrats, la loi sur la propriété intellectuelle, la loi sur les agents commerciaux, la loi sur la concurrence, la loi commerciale, et enfin la loi sur la protection des consommateurs. En outre, le contenu du manuel opérationnel doit être validée conforme aux régulations et coutumes d'affaires suédoises. Les contrats de franchise nécessitent, en général, que le franchisé opère en tant que personne morale et la forme d'entreprise la plus courante est dans ce cas la société anonyme (Aktiebolag).

Contacts utiles

Ambassade de France en Suède
 Kommendörsgatan 13 – Box 5135
 SE-102 43 Stockholm
 Tél : + 46 8 459 93 00
www.ambafrance-se.org

Bureau Ubifrance de Stockholm auprès
 de l'Ambassade de France en Suède
 Storgatan 11
 SE-114 44 Stockholm
 Tél : + 46 8 545 89 150
www.ubifrance.fr/se

Chambre de Commerce Française en Suède - CCFS
 Grev Turegatan 10E
 SE-114 46 Stockholm
 Tél : +46 8 442 54 40
www.ccfs.se

Konjunkturinstitutet – Institut national
 de recherche économique
 Kungsgatan 12-14
 Box 3116
 SE 10362 Stockholm
 Tél : +46 8 453 90 00
www.konjunkturinstitutet.se

Statistics Sweden – Office national des statistiques
 (Statistiska Centralbyrån, SCB)
 Karlavägen 100
 Box 24300, SE-104 51 Stockholm
 Tél : +46 8 506 940 00
www.scb.se

Bolagsverket – Office d'enregistrement
 des entreprises
 SE-851 81 Sundsvall
 Tél : +46 771 670 670
www.bolagsverket.se

Svenskt Näringsliv – Confédération
 suédoise des entreprises
 Storgatan 19,
 SE-114 82 Stockholm
 Tél : +46 8 553 430 00
www.svensktnaringsliv.se

Tillväxtverket – Agence suédoise pour
 le développement économique
 et régional
 Götgatan 74
 Box 4044,
 SE-102 61 Stockholm
 Tél : +46 8 681 91 00
www.tillvaxtverket.se

Institut Suédois – SI
 Slottsbacken 10
 Box7434
 SE-10391 Stockholm
 Tél : +46 8 453 78 00
www.si.se

Immeuble de bureaux neuf
Disponibilité immédiate

GIBOIRE
ESPRIT & MOUVEMENT

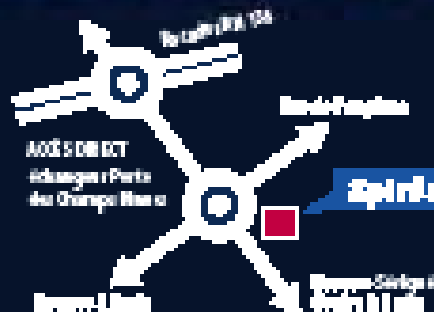
A L'ENTRÉE DE LA TECHNOPOLE RENNES ATALANTE
2.100 M² de bureaux à louer



Spiréa

Rue de Fougères - Cesson-Sévigné

- Excellente visibilité commerciale
- Accès direct rocade Nord-Est
- Parkings privatifs
- BBC



02 23 42 43 44

giboire.com/entreprise

SPECIALISTE DE LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE
AUPRES DES ENTREPRISES

Prévoyance – Frais de Santé – Ingénierie Retraite et Epargne Salariale

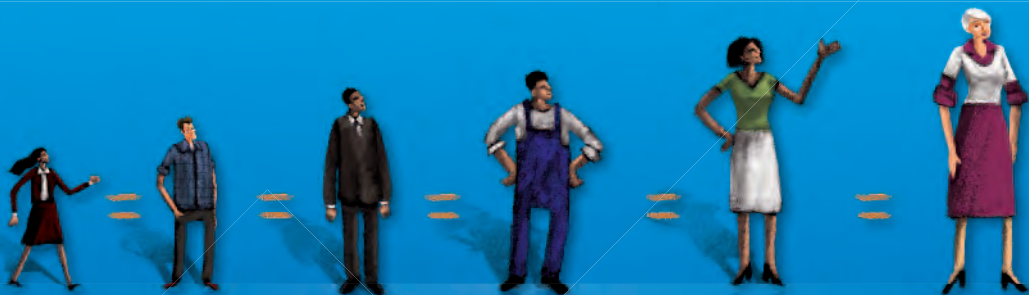


Société de Courtage d'Assurances de Personnes depuis 28 ans
ORIAS n°07 000 791

Antipolis 2 – Bât B – 6 rue Pâtis Tatelin
CS 20825 – 35708 RENNES CEDEX 7
Tél 02 99 30 72 30 – Fax 02 99 30 14 75
Email : info@cerap.com

www.cerap.com

Adresse Paris
20, bd de Courcelles
75017 PARIS
Tél 01 47 63 64 54



Investir, s'investir

Conseil, ingénierie, financement, respect des spécificités sectorielles et territoriales.

OPCALIA accompagne les entreprises qui forment leurs salariés, tous leurs salariés.

En savoir plus : opcalia.com



OPCALIA

PROMOTEUR DE COMPÉTENCES



02 99 300 100

**Courtier en Assurances
D'Entreprises**

R T T
ÉDUCTION DU TEMPS DE RAJET

LES PATRONS VONT ADORER !

Enfin une baisse qui va être bien accueillie : la Réduction du Temps de Trajet ! Ne perdez plus votre temps dans les transports, partez de chez vous, tout simplement. Au départ de Rennes, en moins d'1h30 de vol, vous êtes à Marseille, Lyon, Nice, Paris, Toulouse, Bordeaux ou Southampton. Et en moins de 4 heures, vous êtes à Amsterdam, Barcelone, Belfast, Berlin, Bologne, Dublin, Düsseldorf, Edimbourg, Francfort, Genève, Hambourg, Londres, Milan, Rome...

Imaginez le temps gagné ! Et le temps... enfin, vous connaissez la suite.



Réservez vite votre vol sur www.rennes.aeroport.fr



International business network Réseau d'affaires international

Le World Trade Center Rennes - Bretagne est un « one-stop business shopping center ». Il permet la mise en relation de 750 000 membres dans plus de 90 pays.

Votre entreprise y trouvera une solution adaptée et sur mesure à chaque étape de son développement international.



Services d'accompagnement personnalisé



Veille stratégique et rencontres internationales



Club World Trade Center



Développement de compétences



Business services

www.wtc-rennes-bretagne.com



World Trade Center
RENNES BRETAGNE



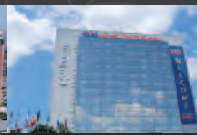
WTC ABU DHABI



WTC ZURICH



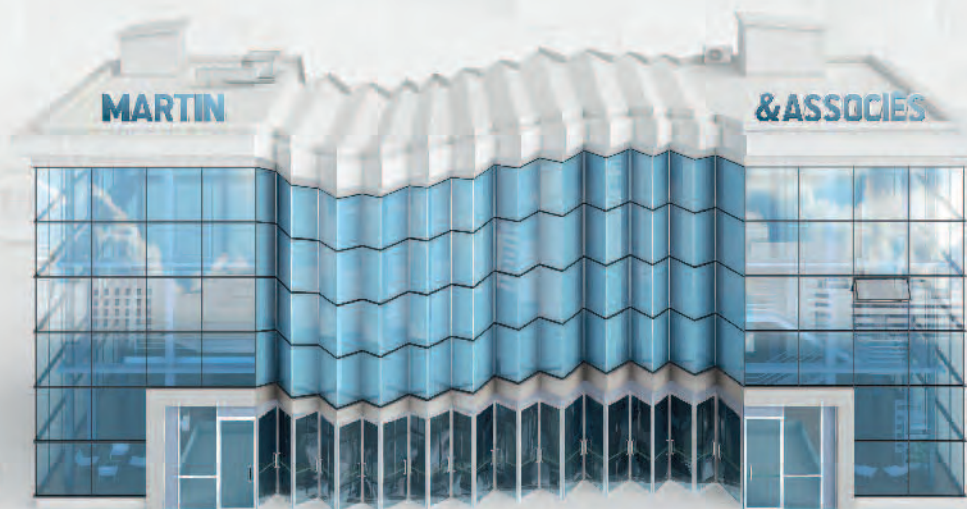
WTC ISTANBUL



WTC BUCAREST

World Trade Center Rennes Bretagne
2, avenue de la Préfecture
CS 64204 - 35042 Rennes Cedex
Tél : 02.99.33.66.66
Fax : 02.99.33.24.28
contact@wtc-rennes-bretagne.com

DEVELOPPEZ VOTRE ENTREPRISE EN ETANT ACCOMPAGNE A CHAQUE ETAPE



LA BANQUE QUI ALLIE PROXIMITÉ ET INTERNATIONAL.

La Banque Populaire de l'Ouest offre à chaque client d'être accompagné par un conseiller dédié qui dispose d'une bonne connaissance du tissu économique local et peut apporter des expertises spécialisées de toutes les filiales du Groupe BPCE et des partenaires de la Banque. Avec cette organisation transversale, la Banque Populaire de l'Ouest garantit ainsi à chaque entrepreneur l'assurance de trouver, près de chez lui, l'accompagnement et les compétences nécessaires à l'accomplissement de tous ses projets aussi bien en France qu'à l'international.

**BANQUE POPULAIRE
DE L'OUEST**

BANQUE & ASSURANCE
www.ouest.banquepopulaire.fr



**LA BANQUE
QUI DONNE ENVIE D'AGIR**

LES OBJECTIFS DES RENCONTRES INTERNATIONALES

- Appréhender les **relations internationales** et des marchés en lien avec leur activité, à moindre coût, en intégrant la délégation, pour les actions suivantes : **sourcer** et/ou trouver des sous-traitants, **importer/exporter**, trouver des partenaires financiers ou techniques / joint-venture, implanter une filiale commerciale, **racheter** une entreprise...
- **Benchmarker** des process industriels, s'informer sur les usages commerciaux, **se former** sur les principales techniques liées aux échanges internationaux : assurances, financement, protection de savoir-faire... dans le cadre des nombreuses conférences thématiques organisées au programme.
- Trouver ou développer des **relais locaux** sécurisés pour faciliter les échanges : partenaires, avocats, banques, assurances, conseils...
- Accéder facilement et à moindre coût à l'organisation de **rencontres bilatérales** d'affaires en BtoB.
- Dynamiser les échanges économiques bretons et **créer des liens privilégiés** et durables avec d'autres régions d'Europe et du Bassin méditerranéen.

Stockholm
The Capital of Scandinavia



Partenaire Officiel 2012

Partenaires institutionnels

AG2 LA MONDIALE

Ille & Vilaine

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
CCI RENNES BRETAGNE

BRETAGNE INTERNATIONAL

MEDEF INTERNATIONAL

Mouvement des Entreprises de France
MEDEF

SVEZNYKY NARODOWY

Partenaires privés

BANQUE POPULAIRE DE L'OUEST
BANQUE & ASSURANCE

PRAMEX INTERNATIONAL

OPCALIA
BRETAGNE
PROMOTEUR DE COMPÉTENCES

RENNES MÉTROPOLITAIN

DEFRANCE AUTOMOBILES

CERAP
ASSURANCES COLLECTIVES

RMS COURTRAGE
Centre de conseil en assistance d'entreprises

GIBOIRE

CPA
www.cpa.fr
UNION D'INTERMÉDIAIRES

HEUZÉ
COMPTABILITÉ

DUMAS ASSOCIES

media graphic

Union des Entreprises
pour l'Ille et Vilaine

Votre contact **Nathalie Potin**
 Union des Entreprises 35
 2 allée du Bâtiment - BP 71657
 35016 Rennes Cedex
 Tél 02 99 87 42 97
 Fax 02 99 38 08 45
 npotin@entreprises35.fr
 www.entreprises35.fr